

ASSEMBLÉE DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

PROCÈS-VERBAL

RÉUNION DE PLEIN DROIT DE 2018

Vendredi 18 mai 2018 à 9 heures 27 minutes
(Élection du Président de la Polynésie française)

PRÉSIDENCE de Monsieur Gaston Tong Sang
président de l'assemblée de la Polynésie française

oOo

S O M M A I R E

oOo

- Discours-programme de Monsieur le représentant Geffry Salmon, candidat à la présidence de la Polynésie française..... 4
- Discours-programme de Monsieur le représentant Oscar Temaru, candidat à la présidence de la Polynésie française..... 7
- Discours-programme de Monsieur le représentant Edouard Fritch, candidat à la présidence de la Polynésie française..... 16
- Allocution de Monsieur Edouard Fritch, Président de la Polynésie française 28

NB : Les interventions en langues polynésiennes ont fait l'objet d'une traduction surlignée en gris.

oOo

Le président : Je voudrais au nom de l'ensemble des représentants de l'assemblée de la Polynésie française vous saluer, saluer tous nos invités, saluer les autorités de l'État, du Pays, saluer l'ensemble des maires présents et qui nous suivent à l'occasion de cette séance exceptionnelle de l'élection de notre Président de la Polynésie française, saluer également chacun de vous, la presse qui nous suit en ce moment même et ceux qui, de loin, nous suivent également par internet.

Je déclare la séance ouverte.

Vous avez donc été convoqués par lettre n° 2327/2018/APF du 17 mai 2018.

Et je demande au secrétaire général de faire l'appel des représentants.

M^{me} Jeanne Santini :

M.	Alpha	Tearii	présent
M ^{me}	Amaru	Patricia	présente
M ^{me}	Aro	Dylma	présente
M ^{me}	Atger-Hoi	Teumere	présente
M.	Bouissou	Jean-Christophe	présent
M ^{me}	Bouteau	Nicole	présente
M.	Brotherson	Moetai	présent
M ^{me}	Bruant	Virginie	présente
M.	Buillard	Michel	présent
M ^{me}	Butcher-Ferry	Yseult	présente
M ^{me}	Cross	Valentina	présente
M.	Flohr	Henri	présent
M.	Frebault	Angélo	présent
M ^{me}	Frebault	Joëlle	présente
M.	Fritch	Edouard	présent
M ^{me}	Galenon	Minarii	présente
M.	Geros	Antony	présent
M.	Graffe	Jacquie	présent
M.	Heaux	James	présent
M ^{me}	Iriti	Teura	présente
M.	Kautai	Benoit	présent
M.	Laurey	Nuihau	présent
M ^{me}	Le Gayic	Vaitea	présente
M.	Lisan	Marcelin	présent
M ^{me}	Lucas	Béatrice	présente
M.	Maraeura	Teina	arrivé en cours de séance
M ^{me}	Matehau-Nuupure	Juliette	présente
M.	Moutame	Thomas	présent
M.	Natua	Bernard	présent
M ^{me}	Perry-Friedman	Vaiata	présente
M ^{me}	Puhetini	Sylvana	présente
M.	Riveta	Frédéric	présent
M.	Rohfritsch	Teva	présent
M ^{me}	Sachet	Isabelle	présente
M.	Salmon	Geffry	présent
M ^{me}	Sanquer	Nicole	présente
M.	Schyle	Philip	présent
M.	Taae	Putai	présent
M.	Tahiata	Fernand	présent
M ^{me}	Tahiata	Romilda	présente
M ^{me}	Tahuhuterani	Louisa	présente

M ^{me}	Tarahu-Atuahiva	Teura	présente
M ^{me}	Teahe	Teapehu	présente
M ^{me}	Teakarotu	Joséphine	présente
M.	Tehaamoana	Etienne	présent
M.	Temaru	Oscar	présent
M ^{me}	Teriitahi	Tepuaraarii	présente
M ^{me}	Terooatea	Sylviane	présente
M ^{me}	Tetopata	Tapeta	présente
M ^{me}	Tetuanui	Lana	présente
M ^{me}	Tevahitua	Eliane	présente
M.	Tokoragi	Félix	présent
M.	Tong Sang	Gaston	présent
M.	Toromona	John	présent
M.	Tuheiaava	Richard	présent
M.	Tumahai	Ronald	présent
M ^{me}	Tuuhia	Augustine	présente

Assistent également à la séance : Madame la députée de la première circonscription de la Polynésie française, Maina Sage ; Madame et Messieurs les ministres Tea Frogier, Luc Faatau et Jacques Raynal ; Monsieur le secrétaire général du haut-commissaire, Marc Tschiggfrey ; Monsieur le directeur de cabinet du haut-commissaire, Frédéric Poisot.

I) APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR ET DE LA DURÉE DES INTERVENTIONS DES CANDIDATS

Le président : Je demande au secrétaire général de donner lecture de l'ordre du jour de notre assemblée.

M^{me} Jeanne Santini : Monsieur le président, la conférence des présidents réunie ce matin vous propose l'ordre du jour suivant :

- I) Approbation de l'ordre du jour et de la durée des interventions des candidats qui a été fixée à 45 minutes chacun ;*
- II) Élection du Président de la Polynésie française ;*
- III) Convocation de la prochaine séance ;*
- IV) Clôture de la séance.*

Le président : Je sou mets à l'approbation de l'assemblée, l'ordre du jour. Qui est pour ?... À l'unanimité. Merci. L'ordre du jour est approuvé.

II) ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Le président : Nous passons au deuxième point de notre ordre du jour : l'élection du Président de la Polynésie française.

Et je demande à nouveau au secrétaire général de donner lecture des dispositions statutaires relatives à l'élection du Président de la Polynésie française.

M^{me} Jeanne Santini : Monsieur le président, l'article 71 de la loi statutaire alinéa 1 dispose que « *L'élection du Président de la Polynésie française a lieu dans les quinze jours qui suivent l'ouverture de la première session de l'assemblée de la Polynésie française réunie conformément aux dispositions de l'article 118.* »

Selon l'article 69 du statut, « *Le Président de la Polynésie française est élu par l'assemblée de la Polynésie française parmi ses membres, au scrutin secret.*

L'assemblée de la Polynésie française ne peut valablement procéder à l'élection que si les trois cinquièmes des représentants sont présents.

Le vote est personnel.

Pour le premier tour de scrutin, les candidatures sont remises au président de l'assemblée de la Polynésie française au plus tard la veille du jour fixé pour le scrutin. Des candidatures nouvelles peuvent être présentées au deuxième tour de scrutin. Les candidatures sont remises au président de l'assemblée de la Polynésie française au plus tard trois heures avant l'ouverture du deuxième tour de scrutin.

Chaque candidat expose son programme devant l'assemblée avant l'ouverture de chaque tour de scrutin. »

Le président : Je demande au secrétaire général de donner lecture des candidatures déposées pour l'élection du Président de la Polynésie française.

M^{me} Jeanne Santini : Monsieur le président, nous avons reçu les candidatures de :

- Monsieur Edouard Fritch, le 17 mai 2018 à 11 heures 36 minutes
- Monsieur Oscar Temaru, le 17 mai 2018 à 14 heures 6 minutes
- Monsieur Geffry Salmon, le 17 mai 2018 à 18 heures 8 minutes

Le président : Concernant l'ordre de passage des candidats, la conférence des présidents a procédé à un tirage au sort qui est le suivant :

- 1^{er} candidat à exposer son programme est Monsieur Geffry Salmon
- 2^e candidat, Monsieur Oscar Temaru Manutahi
- 3^e candidat, Monsieur Edouard Fritch

Et vous avez chacun 45 minutes.

Je demande donc à Monsieur Geffry Salmon de bien vouloir exposer son programme devant notre assemblée.

DISCOURS-PROGRAMME DE MONSIEUR LE REPRÉSENTANT GEFFRY SALMON
CANDIDAT À LA PRÉSIDENTE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

M. Geffry Salmon : Monsieur le représentant du haut-commissaire, Monsieur le président de l'assemblée de la Polynésie française, Mesdames, Messieurs les parlementaires, Mesdames, Messieurs les représentants, Mesdames, Messieurs les maires, Mesdames, Messieurs les responsables religieux, Mesdames et Messieurs les chefs de service et directeurs de l'administration du Pays, Mesdames et Messieurs les chefs de service et directeurs de l'administration de l'État, Madame la secrétaire générale de l'assemblée de Polynésie française, Mesdames et Messieurs du public, chers internautes, et bien chers amis, bonjour.

Même si ce n'est pas chose aisée et que l'exercice demande une certaine pratique, afin de pouvoir en mesurer les contours, c'est un immense honneur que de me tenir devant vous et pouvoir ainsi m'adresser à vous.

Plusieurs d'entre vous ont consacré leur vie entière à la cause qu'ils estiment juste, je les salue. D'autres plus jeunes entrent en politique ou y sont entrés depuis peu d'années. Je leur souhaite de rester fermes dans leurs convictions et leur volonté de servir la collectivité.

La Polynésie française, dans quelques moments, accueillera son Président. Et c'est un choix démocratique devant lequel il convient de s'incliner. Je veux donc lui souhaiter bon vol et bonne mer, au milieu des épreuves qui l'attendent. Et je suis convaincu qu'au-delà de nos possibles divergences, il y a quelque chose de plus grand que nous et qui nous réunit, c'est notre pays, la Polynésie. *(Applaudissements.)*

Je veux remercier les milliers de personnes qui se sont portés sur nos listes mais aussi tous les citoyens qui, en leur âme et conscience, ont participé au scrutin. Nous avons tout fait pour faire gagner les idées et les valeurs qui étaient les nôtres, celles notamment d'une Polynésie sociale pour l'Homme et donc nécessairement libérale pour l'entreprise.

Contre toutes les forces qui nous étaient opposées, et Dieu sait qu'elles étaient nombreuses coalisées, nous n'avons pas ménagé nos peines, mais nous n'avons pas réussi à convaincre une majorité de Polynésiens, dont acte.

Les hommes et les femmes auxquels les électeurs polynésiens ont majoritairement confié leur responsabilité de conduire les affaires pour les cinq années à venir rendront compte devant le peuple le moment venu. La nouvelle majorité le sait. Elle le sait tout autant que c'est pleinement avec conscience qu'elle se verra très certainement confronter à une situation particulièrement difficile.

En effet, sous la contrainte planétaire marché démocratie compose aujourd'hui en Polynésie, une démocratie de marché. Leur dynamique promet une idéologie individualiste impliquant un droit absolu et illimité de changer d'avis s'exerçant au-delà de toute morale.

Par leur publicité ou leur propagande, ils incitent les divers acteurs de l'économie et de la politique à ne pas se sentir liés par une parole, par un choix, des accords, par des contrats, des loyautés.

Les Polynésiens quel que soit leur rang social se sentent ainsi, de façon générale, de plus en plus libres de toute attache, loyaux seulement à l'égard d'eux-mêmes, mettant sans cesse aux enchères leurs sentiments, toujours disponibles pour plus, pour mieux, pour autre chose.

La déloyauté n'est plus considérée comme un symptôme de désordre. Au contraire, elle est partout revendiquée. La politique en est le lieu privilégié d'expression.

Devant de telles dérives, notre société longtemps cohérente et structurée est prise de vertiges. Où est le sens premier et inné que chacun autrefois donnait à sa vie ancrée dans une lignée, une tradition, un terroir, une culture ?

Déçus nombreux d'hommes et de femmes succombent ainsi à la tentation du repli sur soi s'abandonnent à leurs intérêts immédiats.

La délinquance grandit avec la montée de la précarité, la facilité l'emporte désormais sur l'effort, l'ambition personnelle sur le destin collectif, l'opportunisme sur la fidélité. L'écart se creuse, jour après jour, entre les plus jeunes et les plus âgés. Les premiers rejettent les vieilles certitudes tandis que les seconds voient s'effriter les valeurs auxquels ils se raccrochaient. Le fossé entre les riches et les pauvres se creusent lui aussi. Devant cette déstructuration, les Polynésiens s'accrochent à leur quête d'identité comme à une ultime bouée de sauvetage alors que le temps s'accélère et se dramatise,

s'installe, chaque jour, l'angoisse d'une perte de contrôle qui réveille des peurs ancestrales. La peur de l'immigration, peur du quotidien, peur de la maladie.

Inexorablement, le nombre de demandeurs d'emplois augmentent. Les dépenses de santé et d'éducation progressent plus vite que la création de richesse. L'eau, les lagons et l'air se polluent, l'environnement se dégrade, le réchauffement climatique annonce la montée des eaux, la démographie celle du nombre. Tel est le monde aujourd'hui et ce qui s'y annonce.

On aura compris que les défis qui sont les nôtres dépassent largement la préservation de la douceur de vivre et qu'il s'agit bien plus d'éviter de se dissoudre, de chercher à se prémunir, d'inventer un projet de société conciliant le besoin vital, de sécurité et de dignité.

Et c'est parce que la Polynésie connaît l'exaspération d'une absence de futur peut, à tout moment, déchaîner que le Tahoeraa Huiraatira a souhaité oser, a souhaité agir.

Monsieur Flosse ayant été opportunément pour certains de nos adversaires rendu inéligible, j'ai à sa demande, conduit la liste du Tahoeraa Huiraatira pour ces élections territoriales. Il me revient donc l'honneur de porter ma candidature à l'élection du Président de la Polynésie française. Quand bien même ma candidature a peu de chance de recueillir vos suffrages puisque nous sommes désormais un groupe minoritaire et considéré de fait dans l'opposition, elle s'impose néanmoins comme un point final au processus électoral sans laquelle ce dernier ne serait pas complet. Elle permet également à l'opposition et c'est le seul espace qui lui reste désormais pour exister, de s'exprimer et de faire entendre son point de vue.

Un point de vue qui diverge naturellement du concert de félicitations qui peut accompagner la victoire d'une majorité. Nous serons, dans ce cadre, attentifs à favoriser le débat, même s'il est fort à parier que nos amendements seront rejetés. Notre présence ne se résumera pas à une simple opposition même si notre assemblée s'apparentera malheureusement, je le crains, à une chambre d'enregistrement.

La victoire de la majorité est sans appel. Le score est remarquable. Je crois que cela doit être dit. Il faut bien reconnaître qu'avec 66 730 voix, le TAPURA HUIRAATIRA a bien réussi. Mais à quel prix ! (*Applaudissements.*)

En effet, lorsque mon regard parcourt notre hémicycle et que je regarde tous ces visages, j'y vois ceux d'anciens compagnons de route, d'amis avec lesquels nous avons partagé les meilleurs et les pires moments qui sont le lot de la politique, avec lesquels nous avons refait le monde, réinventé notre Polynésie. Chacun de nous lui doit quelque chose. Ce qui n'enlève rien à la part que chacun lui a apportée.

En vous voyant tous ce matin, amis, anciens amis devenus adversaires, mes pensées vont aujourd'hui vers cet homme que nous connaissons tous et dont il aurait été juste et légitime qu'il soit ici devant nous, devant vous, aujourd'hui. Voyez-vous, je crois, Mesdames et Messieurs, qu'il y a une grande misère dans les Hommes en ce qu'ils savent si bien ce qu'il leur est dû, et savent si peu ce qu'ils doivent aux autres. Le Tahoeraa Huiraatira demeure un grand parti qui présida aux destinées de notre pays durant plusieurs décennies. La Polynésie d'aujourd'hui, nous la devons aussi au Tahoeraa Huiraatira. Il jeta les fondements de notre autonomie et de notre émancipation sans rupture avec la France, et la plupart d'entre nous ici présents sont issus de son école.

Je ne ferai pas un long discours sur la situation de notre pays. Je l'ai, d'une certaine manière, déjà évoquée au début de mon allocution. Notre pays ne va pas bien. Et vous me pardonnerez, Monsieur le Président, de ne pas partager l'optimisme que vous avez affiché durant cette campagne, et que vous allez probablement nous redire dans un instant. Je ne saurais trop vous inviter à rester lucide et à ne pas voir dans ce résultat des urnes un satisfecit aveugle.

En réalité, les électeurs ont souhaité la stabilité, mais ils n'ont pas cautionné pour autant votre bilan. Entre nous, que retiendront les polynésiens de ces trois années de pleine gouvernance ? On ne saurait trop rappeler également que votre victoire est aussi celle des maires qui occupent les positions éligibles et dont vous avez su vous garantir utilement les fidélités. Plus que votre bilan, ce sont les maires qui ont fait la différence, me semble-t-il. Ne m'en veuillez pas par ailleurs si je dis que votre élection est un vote par défaut. Avec plus de 68 000 électeurs qui se sont abstenus, soit plus d'électeurs qui ont voté pour vous, l'abstention est en réalité la grande gagnante de ces élections. Et ce chiffre qui va croissant d'élection en élection doit nous interpeller tous. Au final, sur le nombre d'électeurs inscrits, le score de la majorité actuelle représente un tiers du corps électoral, comme ce fut notre cas en 2013. Ce n'est donc pas un plébiscite, même si le Tapura Huiraatira peut s'enorgueillir d'être arrivé en tête loin devant les autres.

Car aujourd'hui les problèmes sont les mêmes qu'hier. Aucune solution réelle n'a été apportée à la crise de l'emploi, la pauvreté voire la misère qui gagnent du terrain. Dans sa dernière note expresse relative à la situation économique de notre Pays, l'IEOM observe — je cite — : « *une situation propice à la création d'emploi* ». Ces améliorations que nous ne nions pas sont toutefois loin du compte. Il me semble que vous êtes très loin de répondre aux attentes de nos concitoyens qui galèrent toujours par dizaines de milliers dans la pauvreté et le chômage. Si le flux est géré, le stock, en revanche, ne fait que prospérer. Il va vous falloir faire vite pour répondre à leurs attentes. Vous n'aurez pas d'état de grâce car vous êtes dans la continuité de vos attermoissements.

Vous allez présenter devant notre assemblée une réforme essentielle, celle de la PSG devenue nécessaire, qui n'a que trop tardée, mais dont les fondements sont largement contestés. Si par malheur, ce que vous avez envisagé était appliqué, ne soyez pas étonnés des conséquences de votre entêtement ou de celui de vos conseillers. Ce passage en force, rien ne l'empêchera plus, puisque vous avez une majorité docile pour l'approuver. Mais il n'est pas la réponse la plus adaptée. Vous savez comme moi que la seule véritable réponse, celle qui préserve l'avenir et les avantages acquis de ceux qui ont cotisé durant toute une vie de labeur, réside dans la création d'emplois durables et de richesses au travers du développement économique et des grands chantiers, ainsi que l'avait prévu le Tahoeraa huiraatira dans son programme de 2013.

Rassurez-vous, le Tahoeraa huiraatira ne fera pas d'obstruction et vous laissera gouverner et travailler. Notre opposition sera constructive. Le Tahoeraa huiraatira et les élus qui le composent ici à l'assemblée entendent se mettre au service du bien commun. Nous resterons des sentinelles diligentes. Nous soutiendrons des propositions qui serviront les plus faibles de notre société et qui iront dans le sens de l'intérêt général. Nous formulerons des objections et nous proposerons des amendements à celles que nous estimons devoir améliorer. Nous combattrons celles que nous considérons être contraires aux intérêts de nos concitoyens. Observateurs attentifs et constructifs, nous vous donnons rendez-vous dans cinq ans.

Encore une fois, bon vent et bonne mer, Monsieur le Président ! Je vous remercie. (*Applaudissements.*)

Le président : Je demande à Monsieur Oscar Temaru de bien vouloir venir exposer son programme devant l'assemblée. Vous disposez également d'une durée de 45 minutes. (*Applaudissements du Tavini Huiraatira.*)

DISCOURS-PROGRAMME DE MONSIEUR LE REPRÉSENTANT OSCAR TEMARU, CANDIDAT À LA PRÉSIDENTIE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

M. Oscar Temaru : Non je ne fais pas la publicité pour Vaimato. (*Rires.*) Les caméras, vous voyez bien le drapeau de l'ONU ? (*Applaudissements.*)

Mā'ohi nui (NDT : Polynésie), bonjour ! À vous qui vous trouvez aux quatre coins de la Polynésie, aux Marquises, aux Australes, aux Tuamotu et aux Gambier, aux Îles-Sous-le-Vent et aux Îles-du-Vent, recevez les salutations d'un enfant de ce pays. (Réactions dans la salle.)

J'aimerais échanger quelques mots avec vous afin que nous sachions tous qui est celui que l'on nomme Oscar Temaru. Mon placenta a été mis en terre dans ce pays, à Tavararo. Un jeune arbre à pain a été planté au dessus par respect pour le lien qui unit le Polynésien à sa terre natale, cette terre qui m'a bercé et nourri, mais également en guise de respect pour le Grand océan de Hiva (NDT : L'océan Pacifique.) Je suis né à Faaa. J'ignore par contre où le placenta de mes deux collègues a été enterré. (Réaction de M. Edouard Fritch.) Où ça ? À Mamao ? Il a été volé ?... Ce n'est pas le cas du mien. Il a été mis en terre et est lié à ce pays.

Le premier métier que j'ai exercé dans ma vie, c'était le coprah. Oui. J'étais coprah-culteur. J'ai commencé à travailler à l'âge de 10 ans afin de subvenir aux besoins de ma famille. J'ai également exercé le métier de docker. J'allais sur les quais travailler dans les cales des navires. Je terminais le travail à 23 heures 45. Nous avions droit à une boîte corned-beef et à une baguette de pain. Ensuite, je rentrais à pieds jusqu'à la maison qui se trouvait à Faaa. Lorsqu'arrivait la saison du café, j'allais cueillir les grains café et je les décortiquais. Lorsqu'il fallait aller à la pêche, j'y allais. Quand il fallait ramasser et rassembler les noix de coco, je le faisais de 6 heures à 9 heures du matin, car à partir de 9 heures, le vent se lève et les noix de coco peuvent vous tomber sur la tête. Je fendais les cocos à la hache et scrutais l'horizon et la météo, prêt à couvrir le séchoir afin que le coprah ne se transforme pas en « taïoro » (NDT : pulpe de coco fermentée). C'est le terme qu'utilisent les anciens.

Je suis allé au grand séminaire afin de devenir prêtre, mais je crois que Dieu n'a pas voulu que j'emprunte cette voie. Il m'a dit : « Non, voici le chemin que tu dois emprunter ; c'est là que tu iras ». Ensuite, comme vous le savez, j'ai passé un concours pour devenir fonctionnaire des douanes. Puis, je suis allé aux États-Unis et j'ai intégré une école de médecine spécialisée dans la prise en charge des enfants handicapés. Je pense être sans doute le plus qualifié du pays en la matière. Certains médecins m'ont demandé s'il était possible que nous travaillions ensemble, mais j'ai refusé car je ne voulais pas faire de cet engagement une activité lucrative.

C'est en 1977 qu'a été créé le parti politique Tavini Huiraatira. Pour quelle raison ? Car cette année-là déjà, nous avons anticipé le fait, après avoir lu le statut du Pays, que nous irions droit dans le mur. Ce n'était pas la volonté des leaders politiques de l'époque. Non, certainement pas. Qu'avons-nous pu constater ? Les modifications... Aujourd'hui encore, je compare ce statut à ces petites voitures faites de feuilles et de grains de thespesia. Vous savez, ces petites voitures avec lesquelles s'amuse les enfants. Elles roulent à peine puis perdent leurs roulettes. Ce statut a été modifié, remodifié, rectifié, corrigé, toiletté comme on dirait en français, amendé.

Aujourd'hui, les chiffres font état de — combien Geff ?... — 40 000 chômeurs. Edouard, n'allez pas accuser les autres. Vous êtes tous responsables ! C'est vous qui avez mis en place cette stratégie politique dans notre pays. Vous avez éloigné le Polynésien de sa terre en l'installant dans des poulaillers et des cages à pigeons. Ce que vous appelez des logements sociaux, à l'époque, j'avais qualifié cela d'incarcération sociale ! Telle est la stratégie politique déployée dans notre pays jusqu'à aujourd'hui. Rien n'a été fait pour faire du peuple polynésien un peuple souverain chez lui ! On l'a installé dans des poulaillers afin qu'il y vive. Il n'a même pas un petit carré de terre où il puisse planter un citronnier, un arbre à pain, des bananiers, du manioc ou de la vanille. Il n'a rien de tout ça. C'est pourtant ce que souhaite le Tavini Huiraatira. Nous avons expérimenté à Faaa une technique de production sur une surface de 200 ou 300 m² de terrain qui pourrait, selon les études menées par des experts en production de vanille installés à Faaa, dégager un bénéfice de 5 à 6 millions de francs par an. Si vous voulez venir visiter cette exploitation, elle se trouve à Faaa. Cela pourrait permettre à notre peuple d'avoir un emploi chez lui et de vivre de manière autonome.

Où en sommes nous rendus aujourd'hui ? En 2013, grâce soutien de l'ensemble des Églises de notre pays, de la région Pacifique et du monde entier représentées par le World Council of Churches, la communauté internationale s'est rendue compte que le peuple Mā'ohi et que notre terre natale existaient. Notre pays a été réinscrit sur la liste des pays à décoloniser car il demeure un pays colonisé. Edouard, je ne veux pas que notre pays connaisse des troubles. Je vous demande devant tous

ceux qui sont ici réunis de ne pas retirer notre pays de la liste onusienne. Si cela devait arriver, je ne répondrais plus de rien. La population vous apportera la réponse appropriée. (Réactions dans la salle.) En 2016, la communauté internationale a reconnu — habitants et habitantes de Mā'ohi nui, soyez bien attentifs — notre souveraineté permanente sur l'ensemble des ressources naturelles de ce pays, qu'elles viennent de la terre ou de l'océan, et a exhorté l'État français à respecter les droits des Polynésiens dans leur pays.

Que prévoit le statut que vous vous employez à appliquer ? Qui détient le pouvoir absolu dans ce pays ? Qui est propriétaire de toutes ces richesses ? L'État français, les occidentaux. Vous excellez dans l'art de troubler l'esprit de nos populations. Voilà ce que prévoit la résolution votée par l'Assemblée générale des Nations unies : le peuple mā'ohi est souverain dans ce pays. De quoi avons-nous peur ? De notre ombre ?... On a peur de notre ombre ?

Certains nous disent : nous voulons un statut de Pays associé, toujours au sein de la République française et avec lequel la France demeurerait propriétaire de ce pays. Et j'ai entendu dire que vous étiez également favorable à ce statut de « Pays associé » à l'époque. (S'adressant à Edouard Fritch.) Le Tavini Huiraatira ne propose qu'une seule alternative : l'indépendance de notre pays comme c'est le cas pour tous les autres pays du monde. Il existe aujourd'hui 193 pays souverains. On répète à qui veut bien l'entendre que c'est la France qui tient les cordons de la bourse. Mais la France n'a pas d'argent ! La France emprunte de l'argent et nous lui servons de garantie ! Et ensuite, elle vient nous prêter à nouveau cet argent. Et la France n'est pas la seule à procéder ainsi, c'est le cas de l'ensemble des pays européens. Lorsque nous accèderons à notre indépendance, nous serons maîtres de notre monnaie.

C'est ce qu'il se passe aujourd'hui au Vanuatu. Au début, leur monnaie locale, le vatu, était très faible et dépendait du cours du dollar US, du yen japonais, de la livre sterling anglaise, du franc français, et des monnaies puissantes de ce monde comme le mark allemand. Aujourd'hui, ce problème est résolu. Ils sont indépendants sur le plan économique. Ce pays a accédé à son indépendance le 30 juillet 1980. Je m'y suis rendu avant son accession à l'indépendance. À cette époque-là, ils étaient beaucoup moins en avance que nous. Cette année-là, ils ne recevaient à peine plus de 70 000 touristes par an, alors que nous en accueillions 120 000. Ce pays est devenu indépendant le 30 juillet 1980, et aujourd'hui la fréquentation touristique avoisine le million de touristes par an. Ils accueillent chaque année 850 000 touristes. Vous entendez ? C'est un pays souverain ! Les touristes n'ont plus besoin d'être détenteur d'un visa français ou britannique pour aller là-bas. En effet, ce pays était un condominium franco-britannique. Heureusement d'ailleurs que les Anglais étaient installés chez eux car eux au moins ont respecté la décision de l'ONU. Ça n'a pas été le cas de l'État français dont les représentants ont plié bagages en pleine nuit, la veille de la déclaration d'indépendance, et se sont rendus dans les eaux internationales. Les Anglais sont restés, et à 8 heures du matin, à l'heure du lever de drapeau, ils ont fait tomber leur drapeau et le peuple du Vanuatu a hissé le sien à la place. C'est un pays libre et souverain.

En 2010, j'ai été invité à me rendre au Vanuatu pour célébrer le trentième anniversaire de l'accession de ce pays à son indépendance. J'y ai vu des Français, des Anglais, et des amis du monde entier. Pourquoi avoir causé du tort au Vanuatu avant son indépendance ? Pourquoi mettre à mal le processus d'accession de la Nouvelle-Calédonie à sa pleine souveraineté ? Pourquoi ? Pourquoi la France ne veut pas assumer ses responsabilités ? Il faut rendre à César ce qui appartient à César. (Réactions dans la salle.) Eh oui ! Ce pays est le nôtre. Là-bas, ils accueillent près d'un millions de touristes alors que nous n'arrivons pas à dépasser la barre des 200 000. Pourquoi ? Parce que là-bas les touristes n'ont plus besoin de visa. Chez nous, il faut un visa. Je suis allé en France rencontrer Sarkozy, Guéant, Fillon. Je les ai tous rencontrés. Ils m'ont dit : « Non ! Compétence régalienne. C'est une compétence de l'État, c'est impossible d'y toucher. »

Ce qui me préoccupe aujourd'hui c'est que les chiffres démontrent que près de 40 000 personnes sont sans emploi. Dans 5 ans, je suis persuadé qu'elles seront 50 000. Ces chiffres n'iront pas en

diminuant, ils continueront à grimper. Aujourd'hui CAE, ensuite c'est dehors ! C'est l'expression à la mode chez les jeunes en ce moment. Allons-nous poursuivre sur cette voie ?

S'agissant du système éducatif, quand allons-nous enfin procéder à un changement en profondeur ? Les scientifiques s'accordent à dire que c'est dès le plus jeune âge que les enfants sont les plus aptes à apprendre les langues, les langues de notre pays comme le pa'umotu, le tahitien, le mangarévien, le marquisien, mais aussi les langues étrangères telles que l'anglais, le français ou le chinois. Un enfant, lorsqu'il est tout petit, apprend les langues avec beaucoup de facilité. Si l'on attend que l'enfant ait 10 ans pour lui enseigner l'anglais, c'est trop tard !

Souvenez-vous, lorsque j'étais à la tête du Pays, j'ai, pour le compte du Pays, acheté un grand bâtiment en Nouvelle-Zélande. Et j'avais alors dit : il ne faut plus envoyer nos enfants en France à l'école. Il y a 5 heures de vol entre Tahiti et la Nouvelle-Zélande. Envoyons nos enfants en Nouvelle-Zélande afin qu'ils y suivent leurs études. C'est trois fois moins cher. C'est tout proche, c'est à deux pas de chez nous. Je sais bien que cela vous a contrarié vous et l'État français, car dès que vous êtes revenus au pouvoir, votre première action a été de vendre cet hôtel aux enchères, le Rockland. Il faut réformer le système éducatif de notre pays. Nos enfants doivent apprendre leur histoire.

Voilà ce que disait ce chant que nous avons écrit à l'époque avec Henri (NDT : Henri Hiro.)

(Monsieur Oscar Temaru se met à chanter.)

<i>E poro ana vau i Tahiti e 'A ara mai(e) tā'u fenua, 'A ti'a mai, 'ua reru tō moe.</i>	<i>(NDT : Je m'adresse à toi Tahiti Réveille-toi, ô mon pays, Lève-toi, ton sommeil est ténébreux.</i>
<i>'Ua reru tō moe i teie nei 'Ua reru i te hinu o te moni e Mea anoano 'ia māna'ona'o e.</i>	<i>Ton sommeil est maintenant agité Souillé par l'éclat de l'argent C'est tellement triste quand on y pense.</i>
<i>E miti pātēre te tai e E miti pātēre 'ina'i e Hopuhopu ana vau, e pata te maire e.</i>	<i>La mer est ton vivier Elle est riche et nourricière J'y plonge et j'en sors repu.</i>
<i>(E) Tarape nā te fa'a, nā te peho e I te mau tamari'i e 'A ho'i mai(i) tā'u hi'i nei e.</i>	<i>Par monts et par vaux Rappelle les enfants Qu'ils retournent au sein originel.</i>
<i>'A ho'i mai na i te tumu e Tāpae mai i te fare nei Tāpae mai, e fare nī'au e.</i>	<i>Reviens à la souche Arrête-toi à la maison Entre ! C'est une maison traditionnelle.)</i>

(Réactions et applaudissements dans la salle.)

E ahimā'a tāua i te fare nei. (NDT : Nous allons apprêter le four.)

Vous qui êtes à l'extérieur, chantez avec moi !

<i>Ahimā'a i te hotu e I te hotu o te 'āi'a e.</i>	<i>(NDT : Il déborde de richesses Celles de notre terre natale.</i>
<i>'Eiaha te tari'a e horo'a e I te ta'i punu o te moni e E ta'i 'āhure (i) tō 'oe hīro'a ē.</i>	<i>Ne prête pas l'oreille Aux cliquetis de l'argent Tu y perdras ton âme.</i>

*'Eiaha te tari'a e horo'a e
I te ta'i punu o te moni e
E ta'i 'āhure(i) tō 'oe hīro'a ē.*

*Ne prête pas l'oreille
Aux cliquetis de l'argent
Tu y perdras ton âme.)*

Ce message est plein de bon sens ; n'est-ce pas ? (Applaudissements et réactions dans la salle.)

Je vais d'abord vous lire une lettre qui m'a été adressée par un jeune homme qui se prénomme Jean-François Atitai Make-Materouru :

« À l'attention de Monsieur Oscar Temaru : Adhésion au parti politique du Tavini Huiraatira.

Bonjour. En accord avec vos positions, la probité doit absolument être un pré-requis pour la classe politique dirigeante et à ce titre je suis fier d'avoir participé à la marche organisé par les jeunes du Tavini Huiratira le 14 avril dernier.

Je suis indépendantiste et j'ai pu l'exprimer, très silencieusement, depuis mon premier vote en 2004. Aujourd'hui, en constatant que ma population continue de se faire berner et d'être soudoyée, je choisis de sortir de mon mutisme. Je vous écris cette lettre pour vous confirmer mon soutien et mon adhésion à votre mouvement ce jour.

Je ne vous cacherais pas avoir été fustigé à l'annonce de mon projet à mes amis les proches. À ceux-là, je leur ai confirmé que les remontrances infondées ne font que conforter ma décision. Je leur ai rappelé que, originaire de Rikitea, ma mère était décédée à l'âge de 51 ans, l'année dernière, d'un cocktail de maladies radio-induites et que des scientifiques étayaient d'études que celles-ci sont potentiellement trans-générationnelles, le sujet de la bombe nucléaire étant donc clairement un sujet d'actualité. Ce sont toutes autant de raisons fondées de militer à vos côtés et je regrette de ne pas m'être levé plus tôt.

Attentif et convaincu, je l'ai toujours été. M'engager n'est qu'une continuité logique aujourd'hui. En tant que jeune de notre **pays**, je souhaite donc œuvrer activement pour la conscientisation et la préparation de mon **peuple** à son émancipation, pour la reconnaissance et l'indemnisation par la France des conséquences environnementales, économiques, sociales et sanitaires de toutes les formes de colonisation utilisées par celle-ci. Enfin, je veux militer pour que la France s'applique à nous accompagner et à nous rétrocéder toutes les compétences nécessaires à la gestion de notre pays dans l'objectif d'atteindre notre pleine souveraineté.

Depuis 40 ans, avec votre parti, vous avez défendu l'intérêt général et vous vous êtes battu souvent seul. J'admire votre ténacité et votre persévérance. Monsieur Temaru, vous êtes un fervent défenseur du peuple **polynésien**, de son identité et de toutes ses richesses. Vous êtes un visionnaire et preuve en est que vos actions et vos analyses d'hier demeurent des sujets d'actualité. Vous êtes un pacifiste car la vérité est une arme lente et pourtant c'est l'arme que vous avez choisie. Je vous remercie pour votre engagement.

Pour ma mère, morte irradiée par la France, je souhaite me battre à vos côtés. Pour notre fils ! Avec ma femme, on souhaite l'éduquer afin qu'il soit meilleur que nous dans un meilleur chez lui. Pour mon **peuple** ! Je m'engage à le servir.

Recevez mes salutations les plus chaleureuses. »

Tu peux compter sur moi, Jean-François Atitai Make ! Jusqu'au dernier souffle de ma vie, je me battrai pour la souveraineté notre pays ! (Applaudissements sur les bancs du groupe Tavini Huiraatira.)

J'ai quand même préparé un discours en français pour les représentants de la justice qui sont là, l'Amiral...

C'est dommage que vous ne soyez pas restés plus longtemps là hier, parce que les caméras sont allées vous filmer pour demander votre avis et l'effet que cela vous faisait d'avoir un président condamné élu président de l'assemblée territoriale, et peut-être tout à l'heure un autre président... (*Réactions dans la salle.*) Ne vous énevez pas ! Calmez-vous !

Permettez-moi, en préliminaire, d'utiliser cette tribune pour remercier l'ensemble des électeurs de Polynésie qui se sont mobilisés les 22 avril et 6 mai derniers pour procéder au renouvellement des membres de notre assemblée. Même si les valeurs de probité et les principes moraux que défend mon parti ne se retrouvent pas dans le choix de la majorité des électeurs qui se sont prononcés lors du dernier scrutin, nous tenons néanmoins à leur témoigner de notre profonde gratitude à l'égard des résultats obtenus au profit des élus de notre liste et à leur assurer qu'en dehors du combat politique pour plus d'équité et de justice sociale qui fait l'objet de nos préoccupations quotidiennes, nous tenons à leur affirmer que la lutte en faveur de la souveraineté de notre *pays* continuera à rester la revendication majeure de notre parti. En espérant qu'un jour vous nous rejoindrez...

Mesdames et Messieurs, chers collègues,

Au sortir des élections territoriales de 1986, le Tavini Huiraatira faisait, pour la première fois, son entrée au sein de l'hémicycle. Pour ceux et celles qui ne s'en rappellent pas, j'avais apporté avec moi, lors de mon intervention à la tribune de cette même assemblée, quelques pierres que j'avais ramassées dans le ruisseau de Faaa, Tavararo, situé dans ma commune. Tavararo, c'est la rivière où nos ancêtres, nos *anciens* ont été canardés par l'armée française en 1842. Et je disais en substance que ces pierres qui, au premier regard, paraissent sans importance et sans valeur, feront parler d'elles demain car ce sont de véritables pépites d'or et que c'est sur le socle de ces richesses naturelles dont regorge notre fenua que nous entendons bâtir l'édifice de notre souveraineté et de notre émancipation. Bien entendu, mes détracteurs d'alors — ah, qu'est-ce que je n'ai pas entendu ! — n'ont pas hésité à dévoyer le contenu de mon intervention par des invectives aussi infondées que nauséabondes et tout ce que vous voulez, jusqu'à se laisser aller à la bassesse de couper le courant de notre assemblée pendant que je prenais la parole. J'espère qu'on n'a pas coupé les caméras pour interrompre mon allocution... C'était en 1986.

Force est de constater, 32 ans plus tard, que le temps écoulé a donné raison à mes propos, puisque ce bout de terre que la symbolique des pierres évoquait alors représente aujourd'hui, non seulement cette collectivité de plus de 5 millions de km² qui a permis à la France d'acquérir sa souveraineté maritime, mais également ce territoire où vivent quelques centaines de milliers d'habitants qui a permis à la France, grâce aux essais nucléaires, d'accéder non seulement à sa souveraineté militaire, mais également à la tribune du Comité de sécurité de l'ONU. Le Conseil de sécurité, c'est grâce à nous !

Le discours prononcé en 1986 exhibait les prémices du long combat pour la réinscription de notre pays sur la liste des pays à décoloniser afin d'obtenir la reconnaissance de notre droit à l'autodétermination par la communauté internationale. Un droit légitime et inaliénable reconnu en premier lieu par l'État français — eh oui ! — signataire de la Charte des Nations unies. Un droit universel et imprescriptible que défend aujourd'hui nos amis de la Kanaky où aura lieu en novembre prochain le référendum d'autodétermination. Un droit que même les peuples de la Catalogne et de la Corse revendiquent aujourd'hui.

D'ailleurs, comme je l'ai rappelé hier, nous avons commémoré le cinquième anniversaire de la réinscription de notre *pays* sur la liste des pays à décoloniser. Ainsi, par cette résolution onusienne du 17 mai 2013, c'est la communauté internationale toute entière qui a reconnu au peuple de Polynésie française l'exercice de son droit souverain, légitime, inaliénable et imprescriptible à l'autodétermination. Et pourtant, la France qui se veut être le pays du respect des droits de l'Homme et des libertés et qui véhicule fièrement et de manière très ostentatoire les valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité continue à refuser de respecter et d'appliquer cet engagement de la communauté internationale. Un engagement qui aurait permis depuis cinq années maintenant de faire avancer, sous l'égide de l'ONU, le dialogue bilatéral en faveur de la décolonisation de notre *pays* et de

l'accession de notre fenua à la véritable autonomie que la définition onusienne consacre par le terme de « pleine autonomie ».

Ces élections et votre victoire, Monsieur Edouard Fritch, comme l'a rappelé le président de notre institution hier dans son allocution, marquent la fin de 20 années d'instabilité politique dans notre pays, ce qui gratifie l'exercice de votre mandat de 10 années de gouvernance en terrain conquis. Une stabilité que l'UPLD aurait aimé avoir en son temps. Une stabilité que vous avez souhaitée durant la campagne électorale parce que vous êtes au pouvoir. Dommage que vous ne la souhaitiez pas lorsque l'UPLD dirigeait le Pays ! Mais à l'époque, vous n'étiez que le fidèle lieutenant d'un homme qui voulait régner sans partage et qui a su profiter de la complicité de l'État pour modifier le statut permettant à un président condamné pour gestion de fait de se voir décharger de ses fonctions d'ordonnateur au profit de son vice-président, tout en gardant l'investiture de sa fonction présidentielle. Voilà la complicité de l'État colonial.

Vous avez déclaré au lendemain de votre victoire vouloir préparer votre relève dans deux ans. C'est ce qu'on m'a dit. Nous espérons qu'à ce moment-là, nous ne revivrons pas une énième instabilité à cause de la démesure de certains appétits. Car nous le savons tous, si au Tavini nous souhaitons avoir le pouvoir pour libérer et développer notre pays afin qu'il devienne pleinement indépendant, chez les vôtres, seul le pouvoir pour le pouvoir compte.

Aujourd'hui, nous allons repartir pour 5 nouvelles années de gouvernance aux allures réductionnistes avec un visage ou une caricature plutôt, auxquelles faudra-t-il rajouter les 30 dernières années de cette même gouvernance réductionniste pour un bilan peu reluisant :

- 50 % de la population de Tahiti et de Moorea vivent en dessous du seuil de pauvreté. Ça, ce sont des chiffres. Ce n'est pas le Tavini Huiraatira qui les invente !
- 45 000 chômeurs recensés.
- Une balance commerciale démesurément déficitaire pour un pays qui regorge de ressources. La faute à une politique d'assistanat menée depuis plus de 30 ans qui a fait du Polynésie, un assisté au lieu de le rendre responsable, entreprenant, acteur de l'édification de son pays.
- Plus de 40 % d'illettrisme lié au résultat de la mise en place d'un système éducatif calqué sur celui de la France qui n'est pourtant que le 26^e au classement PISA qui classifie les différents systèmes éducatifs du monde. Un système éducatif qu'il est important et urgent de revoir afin qu'il réponde aux attentes et aux spécificités polynésiennes.

Pour synthétiser, en plus de 30 ans de gouvernance réductionniste, vous avez transformé notre beau pays accueillant, rempli de vertu, de valeurs et de courage, en un pays ancré désespérément dans une détresse sociale, acculturé, malade et assisté. Vous avez tellement bouleversé les mentalités qu'on en arrive aujourd'hui à plébisciter et voter pour des personnes qui non seulement ont sabordé ce pays mais, qui plus est, sont bien connues des palais de justice.

Il n'y a pas à dire, sur le plan de l'ensorcellement, vous avez été très fort, Monsieur Edouard Fritch. En effet, vous avez ensorcelé tout le monde. C'est la seule explication. *Vous êtes sans doute un peu magicien...* (Réactions dans la salle.) Car j'ai en effet beaucoup de mal à croire que notre peuple, si profondément ancré dans la religion chrétienne, puisse voter consciemment pour des personnes qui ne respectent même pas les dix commandements, voire pire, qui prennent plaisir à s'abandonner aux sept péchés capitaux.

Bien sûr, vous répondrez que vous êtes aux manettes depuis seulement 2014. Mais ne l'oubliez pas, Monsieur Fritch, vous avez fait partie de tous les gouvernements qui se sont succédés depuis 1984 et que même si à l'époque ou durant cette période vous n'étiez pas encore Président, vous ne pouvez nier à l'évidence que ceci fait partie tout de même de votre héritage voire de votre patrimoine génétique politique.

Bien sûr, la solution de votre statut réductionniste depuis 30 ans pour booster l'économie a été d'entreprendre des chantiers publics pour créer, non pas de l'emploi durable, mais précaire, pour faire des routes à droite et à gauche, à tout va, pour faire des ponts en veux-tu, en voilà, des carrefours, transformés en rond-points avant de les retransformer en carrefours puis de nouveau en rond-points, auxquels on rajoute une belle passerelle et j'en passe... Bref, une urbanisation anarchique sans vision à long terme.

Qu'est-ce que vous êtes compétent ! Cela me fait penser un peu au Maeva beach, là, cette propriété du territoire. Nous avons, avec les dégrèvements, les exonérations, financé la construction de cet hôtel. Ensuite, il n'y a pas si longtemps, on a utilisé la défiscalisation pour réhabiliter cet hôtel. Cela a coûté quand même près d'un milliard cinq cent millions. Et ensuite, on rachète cet hôtel, puis on casse cet hôtel. *Dîtes donc, qu'est-ce qu'on est bons ! C'est formidable !*

Vous proposez la construction d'un Village tahitien, qui, soit dit en passant, en voyant les croquis, n'a absolument rien de tahitien mais où on constate de manière délictuelle que l'invitation qui a été faite à votre gouvernement aux Samoa en avril 2016 par ces investisseurs porte aujourd'hui ses fruits. Nous avons eu des suspicions sur l'accord passé avec les Hawaïens pour le Mahana Beach par votre prédécesseur. Permettez-nous d'en avoir d'autres pour ce marché que vous allez bientôt signer.

Vous allez continuer la construction de nombreux logements sociaux sur les terres domaniales du Pays, alors que ces mêmes terres pourraient servir à développer l'agriculture locale que défend aujourd'hui votre ministre de l'agriculture, Monsieur Tearii Alpha, après pourtant avoir défendu l'importance de la construction des logements sociaux sur Faaa qui demandait la rétrocession de ces terres pour les agriculteurs de la commune. Des logements sociaux irréflechis qui ne sont autre que de l'incarcération sociale où on installe des pêcheurs — qui vivent pourtant du produit de leur pêche — en montagne pour se demander ensuite pourquoi ils ne peuvent pas payer leur loyer, sans se soucier des problématiques annexes qui en découlent comme le transport ou encore l'accueil des enfants dans les écoles environnantes déjà surchargées.

Vous avez coupé le cordon ombilical qui lie le *Polynésien* à sa terre et à la mère nourricière pour satisfaire un système occidental de concentration des populations condamnées à vivre au rythme du métro-boulot-dodo.

Malgré votre satisfaction à pouvoir annoncer sans cesse la construction de logements sociaux, je tiens à vous signaler qu'avoir autant de logements sociaux dans un pays n'est pas un signe de bonne santé, surtout quand on vise une cohésion sociale renforcée et un développement touristique de luxe. Permettez-moi de vous suggérer qu'au Tavini nous proposons la mise en place de logements agricoles dont le principe est d'avoir, sur une parcelle, une surface habitable et une surface cultivable, dotée d'une petite vanillière de 200 m² qui rapporterait, à partir de la troisième année, six millions par an permettant au bénéficiaire d'avoir la possibilité d'autofinancer son projet ainsi que de s'acquitter de ses charges locatives.

Une terre, une maison, un travail ! C'est tout ce que le peuple a besoin pour avoir un début de dignité. Une terre ? Est-ce possible d'en avoir une de nos jours vu les prix appliqués dans un marché immobilier totalement incontrôlé ? Une maison ? Est-ce possible de nos jours d'avoir une maison sans avoir la corde au cou à la fin du mois et de nous retrouver devant la commission de surendettement ? Un travail ? Vous avez fait appel aux entreprises de ce pays au soir des élections pour qu'elles jouent le jeu en embauchant notamment des jeunes. Au Tavini, nous aurions souhaité que vous précisiez des jeunes « polynésiens ».

Je vous rappelle, à cet effet, qu'avec plusieurs de vos partenaires réductionnistes assis au sein de cet hémicycle, vous aviez voté aussi en faveur de la protection de l'emploi local proposée par l'UPLD en 2009 et immédiatement rejetée par l'État français que vous continuez à aduler.

Je vous rappelle encore que, depuis 2016, notre collègue Richard Tuheiava vous a proposé un nouveau texte sur la protection de l'emploi local salarié. Force est de constater à ce jour que ce texte semble s'être perdu dans les méandres des tuyaux des commissions gérées par votre majorité. Quand allons-nous enfin prendre un texte protecteur de l'emploi local ? C'est impossible.

Pour booster l'économie et la création d'emploi, le Tavini vous propose la construction d'un aéroport international aux Marquises qui, de par sa proximité avec le continent Américain, pourrait nous permettre de toucher de nouveaux marchés, de développer le secteur touristique, agricole et aquacole, créer de l'emploi et redynamiser la vie dans les archipels, chose que vous avez complètement détruit par votre politique concentrée exclusivement sur Tahiti durant ces 40 dernières années. Construire un aéroport international, des infrastructures portuaires aux Marquises, c'est un gros investissement. Il y a plus d'un millier d'hectares de terres qui appartiennent au Pays en friche. Il y a de quoi construire des hôtels, des terrains de golf. Il y a toutes les activités sportives et nautiques que l'on peut pratiquer aux Marquises. Et Hawaï est à peine à trois heures d'avion. Il y a, entre la Chine, le Japon, Taïwan, la Corée, plus de 100 millions de golfeurs, des gens qui ont de l'argent et qui peuvent voyager. Bien sûr que cela ne sera pas rentable le lendemain. Ayons une ambition à long terme !

Nous, nous voulons développer les archipels, alors que vous, vous préférez construire des îles flottantes alors que de vraies îles existent déjà et ne demandent qu'à se développer.

Votre seul projet de développement dans les archipels se trouve à Hao, avec une immense ferme aquacole qui va détruire le lagon déjà bien endommagé suite aux expérimentations nucléaires. Alors que, lors de la négociation menée par nous-même en 2012 avec le même promoteur, il était question d'un projet d'élevage aquacole mené à l'extérieur du lagon. C'est à croire que les républicains que vous êtes avez une dent contre les Tuamotu ! Makatea, Moruroa et maintenant Hao.... Et pourtant, lors de ces élections, vous avez fait un sacré score aux Tuamotu.

Au vu de tout cela, il serait intéressant de faire une étude afin de voir si le syndrome de Stockholm n'est pas une maladie radio induite. Et je pense que même les Chinois sont touchés par cette maladie, vu comment, aujourd'hui, ils vous adorent alors que vous aviez pesté contre eux en 2013 lorsqu'ils s'étaient rapprochés de mon gouvernement pour discuter de ce projet. À l'époque, vous m'aviez même accusé de vouloir vendre notre pays aux Chinois.

Décidément, Monsieur Fritch, vous êtes un véritable ensorceleur ! (*Rires dans la salle.*) Malheureusement, notre pays n'a pas besoin d'être ensorcelé. Il a besoin de se libérer, de se développer, de prendre son envol. Le peuple polynésien a bien besoin de sa fierté, sa dignité et de connaître son histoire que vous avez, avec la complicité de l'État, cachée délibérément. Vous apprenez à nos enfants que c'est Samuel Wallis qui a découvert notre pays alors que nos *ancêtres* étaient ici depuis plus de 300 ans, qu'ils avaient parcouru le monde en pirogue. Vous refusez de leur apprendre comment notre pays a été annexé, comment nos *ancêtres* se sont battus et ont été tués pour la préservation de leur identité *polynésienne*. Vous refusez de leur apprendre comment et pourquoi notre pays a été retiré de la liste des pays à décoloniser afin de laisser l'État français installer son centre d'expérimentation nucléaire que vous avez défendu et soutenu comme étant une bombe propre. L'innocuité de la bombe française avant de jouer les victimes d'un complot, c'est trop facile !

Vous persistez, depuis 2017, dans une manoeuvre de désinscription de notre pays sur la liste des pays à décoloniser après que l'UPLD ait réussi l'exploit d'avoir réinscrit Mā'ohi Nui le 17 mai 2013 afin de défendre et protéger les ressources de notre *pays* qui constitueront l'héritage que nous allons léguer demain à nos enfants et nos arrières petits-enfants. À ce propos, nous tenons à remercier et féliciter l'association Moruroa e Tatou et ses adhérents ainsi que l'association 193 pour la lutte contre la reconnaissance du fait nucléaire. Nous remercions également la compagnie du Caméléon pour la mise en scène du spectacle « Les champignons de Paris » qui a permis à de nombreuses personnes, notamment les jeunes, de découvrir un petit bout important de l'histoire de notre pays.

Pour le bien de son développement, notre pays a besoin de produire. En vous opposant depuis plus de 30 ans au développement du secteur primaire, vous pénalisez l'avenir de notre pays et l'avenir de sa population. Vous avez retiré les 6 milliards de francs prévu en 2013 par mon gouvernement pour le développement de ce secteur. Vous ne faites pas du secteur primaire un domaine de réussite scolaire et sociale envers les jeunes, notamment en quête d'emploi durable. Vous présentez le secteur primaire comme un secteur réservé à ceux qui sont en échec scolaire ou social au lieu de le présenter comme une voie de réussite. Vous oubliez que les plus grandes fortunes du monde le sont grâce au secteur primaire et notamment agroalimentaire, tout comme vous oubliez l'importance des enseignements des langues étrangères. À l'heure où la mondialisation et les nouvelles technologies permettent des connexions et des rencontres plus faciles avec le monde extérieur, il est dommage que nos enfants, qui doivent déjà faire face à l'éloignement et aux difficultés sociales, doivent aussi faire face à la barrière des langues faute d'un système éducatif performant où on devrait enseigner les langues dès la maternelle, dès le plus jeune âge, notamment *la langue* Pa'umotu, *le mangarévien*, *le marquisien*, l'anglais, le français et le mandarin.

Monsieur Fritch, vous serez certainement reconduit dans vos fonctions de Président du Pays. Soyez en digne ! Soyez ambitieux pour notre pays, pour notre *territoire*, notre jeunesse ! Arrêtez de vous enclaver dans ce chemin Papeete-Paris ! Ouvrez-vous sur le monde ! Orientez notre jeunesse vers le monde, vers le Pacifique ! Il n'y a pas que Paris dans le monde. Il n'y a pas que la France. Il y a tout une communauté internationale, tout un grand, un immense village pour éduquer notre jeunesse, pour servir l'avenir.

Au fond de nous, nous sommes certains qu'un jour vous comprendrez notre démarche. L'histoire l'a démontré. Vous m'aviez traité de fou lorsque je proposais la création d'une compagnie aérienne locale à l'époque. Vous avez ensuite créé Air Tahiti Nui. Eh oui ! (Le président : Monsieur Temaru, vous avez dépassé votre temps.) Vous m'avez traité de terroriste — je n'en ai plus pour longtemps, Monsieur le président — lorsque je m'étais opposé aux essais nucléaires avant de défendre et réclamer récemment justice. Vous vous étiez éperdument opposé à ma volonté d'intégrer le Forum du Pacifique avant de revenir grand vainqueur avec le statut de pays membre à part entière, *full membership*. Vous vous êtes offusqué des interventions intempestives et très critiques du Tavini à l'ONU avant de vous y rendre vous aussi pour servir, par contre, de contre-écho au vrai partenaire de ce dialogue qui refuse ostensiblement de siéger en pratiquant la politique de la chaise vide. (Le président : « *Merci*. ») Vous ne vous êtes jamais fait à l'idée que ce pays puisse un jour devenir souverain, indépendant. Et pourtant, il n'y a pas si longtemps de cela, lorsque vous étiez déjà au Tahoeraa Huiraatira, vous avez été, m'a-t-on dit, un des artisans et ardents défenseurs du projet de pays associés.

Nous y arriverons, Monsieur Fritch, tout doucement mais sûrement. Nous y arriverons. Et nous arriverons tous ensemble à mener notre pays à sa pleine souveraineté. Et nous le ferons dans la paix car le Polynésien est un peuple de paix. Et que vous soyez TAPURA, Tahoeraa, et nous Tavini, nous sommes avant tout un seul et même peuple : le peuple polynésien, le peuple « mā'ohi ». (Le président : « *Merci. Merci beaucoup.* ») Et ce pays s'appellera bientôt « *Te Hau 'āmui nō Mā'ohi nui* » (NDT : Les États fédérés de Mā'ohi nui.) !

Merci et mes salutations à tous. Merci, Monsieur le président. (Applaudissements.)

Le président : *Merci. N'oubliez pas votre drapeau.*

Je demande à Monsieur Edouard Fritch de bien vouloir venir exposer son programme devant l'assemblée. (*Ovations des représentants du groupe TAPURA HUIRAATIRA.*) Vous disposez, comme les autres candidats, de 45 minutes. Merci.

DISCOURS-PROGRAMME DE MONSIEUR LE REPRÉSENTANT EDOUARD FRITCH
CANDIDAT À LA PRÉSIDENTIE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

M. Edouard Fritch : J'espère que vous ferez preuve de diligence, Monsieur le président, s'il faut que je réponde à toutes les questions posées par Monsieur Temaru.

Monsieur le président de l'assemblée, Mesdames et Monsieur les députés, Madame et Monsieur les sénateurs, Monsieur le secrétaire général, représentant le haut-commissaire, Mesdames et Messieurs les représentants, Mesdames et Messieurs les maires des Marquises et des Australes, Mesdames et Messieurs les maires des Tuamotu-Gambier et des Îles-Sous-le-Vent, Messieurs les maires des Îles-du-Vent, Amiral, Mesdames et Messieurs les responsables des confessions religieuses, Mesdames et Messieurs les responsables des administrations de l'État, Mesdames et Messieurs les responsables des administrations de la Polynésie française, Madame le secrétaire général, Mesdames et Messieurs de la presse, Mesdames et Messieurs du public, chers amis téléspectateurs et internautes, chers amis.

Avant de commencer mon discours, je voudrais remercier naturellement mes deux prédécesseurs, mes deux amis, Geffry Salmon et Monsieur Oscar Temaru que j'aime beaucoup, vous savez tous ce qu'il a dit, il ne l'a pas dit, ça ne vient pas du cœur, ça a été écrit, donc, je lui pardonne déjà tous ces mensonges. (*Réactions dans la salle.*) Toute cette haine... Il y a de la haine, il y a de la haine, il y a de la haine ! Il a de la haine envers nous parce que nous sommes des autonomistes, parce que nous sommes des autonomistes. Et c'est de la haine contre la France. Ça devient des propos racistes même ! Et ça, je ne peux pas tolérer. Mais, je vous aime quand même, Monsieur Temaru... Pas celui qui a écrit votre discours, c'est un méchant. (*Applaudissements.*)

Le 6 mai dernier, 135 688 polynésiens ont exprimé leur suffrage et ont décidé de nous élire, nous les 57 représentants ici présents, pour porter leurs espoirs et leurs attentes durant les cinq prochaines années. Je vous félicite, chacun et chacune d'entre vous, pour votre élection.

Je voudrais commencer par féliciter chaleureusement notre président de l'assemblée fraîchement élu hier, Monsieur Gaston Tong Sang. (*Applaudissements.*) Monsieur le président, vous savez que je respecte pleinement votre institution et ses prérogatives. L'assemblée doit pleinement assumer son rôle législatif, base sur laquelle s'organisent notre société et la vie des citoyens. Ce rôle est capital. Il est capital car les lois votées au sein de cet hémicycle doivent améliorer, simplifier et dynamiser la vie des Polynésiens. J'y accorde donc une grande importance parce que c'est l'un des axes majeurs de notre programme de mandature. J'y reviendrai un peu plus tard.

Permettez-moi que j'adresse des salutations particulières et amicales à tous nos maires. Tous nos maires qui nous ont apporté leur soutien et les autres pour le bon déroulement de notre scrutin.

Je voudrais saluer les deux groupes de l'opposition. En démocratie, une opposition est indispensable, d'autant plus indispensable qu'elle s'inscrit dans une logique constructive. Je formule le vœu que nous pourrions tenir des débats politiques et non systématiquement politiciens dans cet hémicycle.

Et je voudrais, enfin, tout particulièrement saluer, avec émotion, mes 37 collègues élus de la liste TAPURA HUIRAATIRA, avec qui nous avons mené une brillante campagne. (*Applaudissements dans la salle.*) Merci ! Merci du fond du cœur pour votre implication sur le terrain et votre courage. Merci d'avoir mené une campagne propre malgré les accusations gratuites, les mensonges, les diffamations proférés par certains de nos adversaires. Même au soir du premier tour, puis du second tour, j'ai encore entendu la litanie des qualificatifs, mais alors gratuite, naturellement, à mon encontre, que j'étais « un incapable », que j'étais un « incompetent », que je n'avais « rien dans le pantalon », pourquoi pas ? Bien sur ! « *Un fainéant* ». « Ce monsieur a vidé les caisses du Pays. » La défaite ne peut pas justifier de tels écarts de langage. Je m'inscris à l'encontre de ce type de comportement.

Ce ne fut pas une campagne facile pour tout le monde, bien sur. Ce ne fut pas non plus une campagne d'idées. D'un côté, on fustigeait les « corrompus » et on promettait de tout régler grâce à l'ONU et à l'indépendance. De l'autre, on promettait de tout régler, le chômage, la pauvreté, avec des vieilles recettes, beaucoup de démagogie et, naturellement, 500 milliards à la clé.

Concernant l'ONU — je vais profiter pour répondre à mon ami Oscar Temaru —, permettez-moi de faire une petite parenthèse. Si l'on regarde aujourd'hui le bilan de la réinscription depuis 2013 de la Polynésie sur la liste des pays à décoloniser, quelle plus-value a apporté cette opération pour notre Pays ? Rien !... Rien ! Rien du tout ! (*Applaudissements sur les bancs du TAPURA HUIRAATIRA.*) Même en janvier 2017, à la suite des intempéries qui ont causé de graves dégâts, y compris à Faaa, l'ONU, pourtant préoccupée par le réchauffement climatique, nous a totalement ignorés, et Faaa y compris. (*Applaudissements sur les bancs du TAPURA HUIRAATIRA.*) (M. Oscar Temaru : « C'est du n'importe quoi !... C'est du n'importe quoi ! ») Monsieur Temaru, je ne demanderai pas... Non, respectez-moi ! Respectez-moi !... (M. Oscar Temaru : « C'est du n'importe quoi ! Arrêtez de raconter n'importe quoi ! ») Monsieur Temaru, je ne demanderai pas la désinscription de la Polynésie française. C'est eux-mêmes qui le feront. C'est eux-mêmes qui le feront, bien sur, et vous le savez très bien. Parce qu'ils trouvent inutiles, tous ces débats, qui ne font pas avancer notre pays, qui ne font pas avancer les réflexions au sujet de la Polynésie française et de son statut. Tout ce qui se passe aujourd'hui, c'est que vous utilisez... Là, le drapeau ! Vous utilisez l'ONU à des fins politiques, et ça ce n'est pas admis de l'ONU. Vous verrez. Mais je vous promets, je ne demanderai jamais la désinscription... (M. Oscar Temaru : « Soit vous faites l'idiot, soit vous êtes un idiot ! ») Parce que, moi comme vous, Monsieur Temaru, je respecte l'ONU. Qu'est ce que vous voulez que je vous dise ! Qu'est ce que vous voulez que je vous dise ! Nous nous battons ensemble pour un meilleur pour cette population. Vous m'avez parlé de l'ONU, ça devient un ventilateur inutile, votre affaire.

Mais c'est vrai, par contre, que la corruption... La corruption fût un thème que l'on a beaucoup entendu durant ces derniers mois de campagne. C'est un sujet important. C'est un sujet important et il convient de respecter l'exigence de probité souhaitée par tous. La probité n'est pas liée uniquement à la corruption. Lorsque vous recevez au lendemain du premier tour le président du Tahoeraa huiraatira alors que vous avez promis, j'en étais le témoin, de ne jamais le rencontrer pour composer ou pour essayer de combiner... (*Réactions dans la salle.*) Monsieur Temaru, ça c'est un manque de probité ! C'est un manque de probité. Il faut respecter cette exigence de probité. Et je n'ai cessé de répéter durant cette campagne que l'exigence pour nous est que l'argent public doit être utilisé à bon escient et pour le bien de l'intérêt général. Pour le bien de l'intérêt général.

Notre démocratie a évolué et les électeurs, ceux qui viennent encore voter, attendent davantage des candidats. Je n'ai pas de lettre à vous lire, parce qu'il y en aurait 150. Pas une, mais 150. Ce serait trop long. Ils n'attendent pas que le débat politique se résume à des invectives ou que le débat politique se résume à des attaques personnelles, ce que vous faites aujourd'hui. Pour ce qui concerne le TAPURA HUIRAATIRA, nous n'avons pas cédé au simplisme et à la démagogie. Nous avons toujours considéré que les Polynésiens ont du bon sens. Nous avons toujours considéré que les Polynésiens sont responsables et capables de discernement. Ils savent faire le tri entre les partisans de la démagogie et ceux du réalisme, entre les partisans de la haine et ceux de la paix, entre les partisans de la stabilité et ceux de l'instabilité, entre les partisans du développement et ceux de l'assistanat. Les Polynésiens savent faire la différence. (*Applaudissements sur les bancs du TAPURA HUIRAATIRA.*) Oui, bien sur, les Polynésiens sont responsables, contrairement à ce que pensent certains qui, pour justifier leurs propres carences politiques, se sont permis de critiquer les électeurs dès le soir du premier tour, le 22 avril dernier. Ces critiques étaient d'ailleurs étonnantes parce que ce sont ces mêmes personnes qui disent *que la voix du peuple est celle de Dieu*. Critiquer les électeurs, n'est ce pas critiquer la volonté de Dieu ? Vous le dites vous-même.

Au soir du premier tour, il y avait 17 401 voix d'écart entre le Tapura et la liste arrivée en second. Le peuple polynésien s'est à nouveau clairement prononcé ce 6 mai dernier. Au soir du second tour, il y avait 29 119 voix d'écart entre le Tapura et la même liste arrivée en second. Les électeurs ont amplifié leur adhésion à la liste Tapura avec quasiment un électeur sur deux. C'est l'expression démocratique qui a parlé.

Je sais aussi que certains espèrent encore gagner les élections à la barre du tribunal. Un spécialiste des abus de biens sociaux et des panneaux solaires a commencé à attaquer en justice les candidats du TAPURA HUIRAATIRA. Nous avons tout entendu sur cette soi-disant magouille, sur les électeurs

achetés à coup de « *côtes de bœuf ou de sacs de riz* », sur la corruption généralisée ! Nous avons même eu droit à l'orchestration, entre les deux tours d'une plainte d'une militante Tahoeraa qui se sentait menacée pour son CAE. Elle était Tahoeraa, elle avait un CAE et elle se sentait menacée. Avons-nous besoin, franchement, de menacer une CAE, militante du Tahoeraa, alors que le Tapura affichait plus de 17 000 voix d'avance ! Franchement !... En tout cas, c'est la démonstration que nous n'avons pas acheté les consciences en distribuant des CAE ou des *logements*. D'ailleurs, comment est ce possible ? Comment est ce possible ? Contrairement au passé, il n'y a pas d'exclusive politique dans l'attribution des aides. Certains ne se sont pas rendu compte que les Polynésiens ont évolué et que la Polynésie de 2018 n'est plus celle du début des années 2000. Il faut changer de programme, il faut changer de méthode, laisser les vieilles méthodes de côté. Les Polynésiens attendent que nous changions, que nous changions nos mœurs et nos pratiques politiques.

Hier, au sein de cet hémicycle, j'ai entendu que certains d'entre nous devraient se présenter devant les juges plutôt qu'à vos suffrages. Cela a été répété ce matin encore. Je rappelle d'abord à ces représentants qui veulent s'ériger en juge que la justice est déjà passée. Elle a fait son travail. J'ajoute, selon notre Constitution, souvent citée par le député Brotherson ou l'ex-sénateur Tuheiava que cette justice s'exprime au nom du peuple, que le 6 mai dernier, ce même peuple *polynésien* nous a légitimés (*Applaudissements sur les bancs du TAPURA HUIRAATIRA.*), qu'il vient de s'exprimer en nous demandant de présider aux affaires de notre pays, qu'il a renvoyé dans la minorité ceux qui ont recherché une légitimité devant l'ONU, à défaut de l'obtenir dans les urnes.

C'est bien le peuple *polynésien* qui doit décider de notre avenir, pas la communauté internationale, Monsieur Temaru ! Bien sur qu'elle nous reconnaît la communauté internationale, mais ce n'est pas elle qui décidera de l'avenir de notre pays, c'est le peuple *polynésien* ! C'est lui qui doit décider.

Vous savez, mes chers amis, j'ai exigé de mes colistiers qu'ils mènent une campagne sans promesses exubérantes, sans clientélisme, sans insultes, sans attaques de personnes. Mes colistiers ont respecté mes consignes et je les en remercie et je les applaudis bien, bien fort. (*Applaudissements sur les bancs du TAPURA HUIRAATIRA.*)

Au soir du 6 mai, le choix du peuple polynésien en faveur de la liste Tapura est sans ambiguïté. C'est la première fois qu'une liste obtient plus de 66 500 voix à la sortie d'une élection territoriale. C'est une réelle légitimité offerte par les Polynésiens à la liste TAPURA HUIRAATIRA. Encore merci aux Polynésiens.

Le soir du 6 mai, j'ai quand même reçu et j'ai retenu quelques messages et tiré quelques leçons. Les Polynésiens ont choisi la continuité, la paix et la stabilité. Les Polynésiens ont choisi l'intérêt général et le bien commun. Les Polynésiens ont choisi le bon sens et la responsabilisation. Les Polynésiens ont choisi le dialogue et le partenariat avec l'État. C'est ce qu'ont choisi les Polynésiens, le partenariat avec l'État. Les Polynésiens ont choisi un leader qui veut travailler en équipe. Enfin, les Polynésiens ont choisi l'honnêteté, la simplicité, l'humilité, clairement. Entre nous soit dit, les Polynésiens ont choisi l'Autonomie. (*Applaudissements sur les bancs du TAPURA HUIRAATIRA.*) Ces choix sont des valeurs que j'ai déjà faites miennes et elles guident mon action et mes décisions.

Pour notre part, le Tapura a présenté un programme complet et consistant pour cette mandature. Nous avons centré notre campagne sur les solutions à apporter : un, aux difficultés quotidiennes des familles ; deux, aux difficultés des citoyens, en particulier ceux des archipels, face à notre administration ; trois, au renforcement du développement économique.

Vous savez que nous avons placé en premier axe de notre programme l'amélioration de la vie quotidienne des familles et des Polynésiens. À cet égard, nous partageons tous les mêmes constats : le chômage, les problèmes de logement, l'échec scolaire, l'alcoolisme, la drogue, les violences familiales, la délinquance et surtout, pour nos jeunes, la perte de repères.

Face à ces constats, nous avons proposé des actions telles que la création d'un Centre d'hébergement et de réinsertion sociale principalement destiné à nos SDF avec, derrière, clairement, des perspectives de réinsertion. Ce centre sera construit sur le site de Raimanutea. En totale concertation avec nos communes, nous mettrons en place le couvre-feu pour les enfants et les jeunes adolescents. Nous favoriserons la construction d'établissements d'hébergement pour les personnes âgées ou dépendantes. Nous soutiendrons les associations d'insertion sociale et professionnelle. Je dis bien toutes les associations d'insertion professionnelle, et ça c'est important. Nous soutiendrons les programmes d'éducation à la parentalité. Un ministère sera d'ailleurs tout spécialement dédié à ce programme.

Toujours pour soutenir les familles, nous mettrons en place le transport en commun gratuit pour les personnes handicapées, pour les étudiants et les demandeurs d'emplois. Nous financerons à 80 %, sous certaines conditions, les frais de permis de conduire des jeunes. En effet, pouvoir se déplacer est un besoin fondamental que je voudrais satisfaire au mieux. Nous favoriserons la pratique sportive grâce à des moyens financiers et matériels accrus. La prévention sera une priorité, nous renforcerons les actions notamment en faveur du sport pour la santé.

Nous avons créé l'école de la seconde chance. Les premiers résultats sont déjà là. Il convient et il est impératif de consolider et de renforcer les dispositifs existants, avec le soutien de l'État. Pour nos enfants scolarisés, nous déploierons un vaste plan de modernisation et d'amélioration des conditions de vie dans les classes, les cantines et les internats, et encore une fois, avec l'appui financier de l'État. Je crois que c'est près de trois milliards qui seront investis dans les années à venir. S'instruire est aussi un autre besoin fondamental, besoin auquel nous devons répondre avec toute la gravité de cet enjeu vital pour notre avenir. La réussite à l'école doit être un objectif commun des parents et de la collectivité.

Mes chers amis, je n'ai cité ici que quelques-unes des mesures destinées aux familles.

Je voudrais venir rapidement au second axe.

Nous engagerons donc la modernisation de notre pays. Dans ce processus, il y a trois idées force. L'une concerne la nécessité impérieuse aujourd'hui de rapprocher l'administration des citoyens. Trop de citoyens se plaignent aujourd'hui de la mauvaise qualité du service public. Au travers de mes rencontres dans les archipels et même ici à Tahiti bien sûr du côté de la Presqu'île, j'ai entendu des griefs à propos des procédures administratives complexes voire même, pour certaines, incompréhensibles, des délais d'attente trop longs pour obtenir des documents administratifs, un accueil inadapté du public. Désormais, une simplification des démarches administratives est devenue nécessaire, elle est déjà en cours, mais elle devient urgente aujourd'hui. À l'image de ce qui a été amorcé par les Affaires foncières, avec le programme OTIA, et les Contributions, avec la déclaration en ligne de la TVA, la digitalisation de notre administration facilitera cette simplification. Un meilleur accueil du public doit être satisfait. Une administration moderne et efficace est devenue une exigence incontournable formulée par les citoyens.

La seconde idée de cette modernisation touche à notre modernisation proprement dite et qui concerne la transition énergétique et environnementale de notre pays. Les problématiques de changement climatique et de réchauffement de la planète nous obligent aujourd'hui à intégrer encore plus d'énergie renouvelable dans nos modes de consommation, nous obligent à mieux traiter nos déchets et à mieux traiter nos eaux usées. Sur ces sujets, nous travaillerons en étroite collaboration, en partenariat avec nos communes.

Enfin, la dernière idée force concerne la transition énergétique et humaine de notre pays. L'éclatement de notre pays sur une superficie immense de 5,5 kilomètres carrés nous oblige à trouver des solutions pour assurer la continuité en matière d'éducation, la continuité en matière de santé, d'approvisionnement de biens et de denrées, et surtout une continuité au niveau du service public. Nous devons donc mettre en place des solutions adaptées à notre grand éclatement pour faire face aux problématiques de desserte et de télécommunications. C'est le grand sujet de la continuité territoriale

que nous devons traiter en partenariat avec l'État, au regard de la loi sur l'égalité réelle outre-mer et de l'Accord de l'Élysée.

Le troisième axe de notre programme concerne notre développement et la création de la richesse économique.

Notre pays possède des atouts importants, des atouts naturels et uniques. Notre culture, notre population, notre climat, notre sécurité grâce à l'État, notre biodiversité, nos lagons, notre zone économique exclusive, nos savoir-faire en pêche industrielle et en construction navale font partie de ces atouts réels et concrets que nous pouvons valoriser, tous ensemble. Ces atouts vont nous permettre de fonder notre création de richesses sur le tourisme et l'économie bleue, et ce, d'une façon durable, d'une façon durable afin — c'est important pour nous — que nos générations futures puissent encore en bénéficier.

Et à cet égard, nous mettrons en œuvre les conditions pour que le projet du Village tahitien du groupe maori Iwi se réalise dans les meilleurs délais. Maeva beach, ce n'est pas moi ! Moi, c'est Village tahitien. C'est dommage que vous ne le disiez pas en compagnie électorale. Vous avez tout à fait raison, Monsieur Temaru. On a défiscalisé et on a détruit juste après et on a laissé un terrain vide alors qu'on a besoin de chambres d'hôtel. Vous avez tout à fait raison, je vous soutiens là-dessus.

Avec une capacité, avec une capacité de 1 500 clés, ce sont plus de 350 000 touristes qui peuvent être accueillis en Polynésie avant la fin de cette mandature. C'est notre objectif. Cette volonté de développement de notre tourisme s'accompagne déjà d'une politique d'ouverture du ciel polynésien avec l'arrivée de nouvelles compagnies aériennes et autres projets de desserte internationale qui se sont déjà manifestés.

De plus, la modernisation des aéroports de Faa'a et de Bora-Bora est aussi devenue incontournable et vitale. Il nous faut aussi, car c'est une urgence, faire aboutir le projet d'aéroport de dégagement sur... (*Réaction inaudible de M. Oscar Temaru.*) Non ! Rangiroa ! (*Applaudissements dans la salle.*) Je suis comme vous, j'ai un faible pour les Marquises, mais je ne peux pas aller construire un aéroport international à Nuku-Hiva alors que la desserte de Ua-Huka et de Ua-Pou reste encore en desserte restreinte. L'aéroport de Ua-Pou, c'est pratiquement une dizaine de milliards d'investissements. Donc, j'estime, en tous les cas au niveau de mes priorités, qu'il est plus important de transformer Bora-Bora et surtout Rangiroa en aéroport de dégagement. Et puis, si vous êtes encore là, et si on travaille ensemble, on fera ensemble Nuku-Hiva, Terre déserte. (*Applaudissements dans la salle.*) Naturellement, l'ensemble de ces projets fera rapidement l'objet de discussions avec les autorités de l'État, avec le lancement prochain de l'appel d'offres qui désignera le futur concessionnaire des aéroports d'État.

D'autres actions d'accompagnement touchant la culture, les visas touristiques, la légalisation des locations de type Airbnb, etc, sont aussi prévues. J'attacherai également une importance particulière au développement de la petite hôtellerie.

Pour le développement de l'économie bleue, nous sommes très heureux de l'arrivée en cette fin de mois du président de Tahiti Nui Ocean Foods, Monsieur Wang Cheng, qui devrait donc donner un coup d'accélérateur au chantier de la ferme aquacole de Hao. Hao, Monsieur Temaru, c'est vous qui l'avez choisi. (*Réaction inaudible de M. Oscar Temaru.*) C'est vous qui l'avez choisi. Et puis, votre alter égo a décidé de le transférer à Makemo. Oui ! Pas moi ! Et comme le maire de Makemo, ici présent, a refusé d'adhérer au Tahoeraa Huiraatira, on a transféré à Hao. Donc, quelque part, je suis heureux parce que vous avez tous la même vision : qu'il faut faire évoluer, soit ! Mais quand même, quelque part, vous vous rejoignez. C'est très bien. Les travaux de terrassement ont bien avancé. Tahiti Nui Ocean Food devrait rapidement maintenant lancer la construction des bâtiments techniques du projet, et en particulier ceux qui sont utiles à l'écloserie.

Pour l'économie de la mer, c'est également la multiplication des points d'escale pour navires de croisières et yachts de luxe à Tahiti et dans les archipels qui fera l'objet de nos préoccupations dans les mois à venir.

Il y a toute les potentialités aussi, je ne veux pas l'oublier, issues des biotechnologies et des ressources minérales océaniques pour lesquelles nous accorderons un intérêt certain sur ces filières d'avenir. À cet égard, je voudrais rappeler à l'assemblée que les compétences de domanialité de la Polynésie française lui permettent d'explorer, d'exploiter et de valoriser toutes les ressources de la zone économique exclusive, contrairement à ce qui vient d'être dit. Aussi, ayant ces compétences, et avec la présence sur notre pays de centres de recherche, d'unités de recherche telles que celle de l'IRD, celle du CRILOBE, de l'Université de la Polynésie, de Berkeley, et très prochainement de l'Université de l'Océan de Shanghai, je formule le vœu que les connaissances acquises pourront être valorisées au bénéfice de nos Polynésiens.

Et enfin, nous accorderons également un vif intérêt en faveur de l'économie verte, parmi lesquelles figurent les filières de production à partir du coco et de la vanille. À cet égard, le processus de soutien à la production a été déjà lancé grâce aux mesures de soutien, aux investissements matériels, aux soutiens de sortie de l'indivision, aux soutiens de désenclavement dans nos vallées et les aménagements fonciers.

Par ailleurs, cette nouvelle majorité et le prochain gouvernement devront également assurer la finalisation des réformes importantes engagées par le gouvernement précédent. Ces réformes sont importantes, ces réformes sont indispensables, et ce, pour deux raisons. La première raison est que notre pays s'était immobilisé durant toutes les années d'instabilité. En effet, durant toutes ces années de crise politique, nous avons le sentiment — et ce n'est pas une critique — que les gouvernements en place étaient quasiment réduits à expédier les affaires courantes. La Polynésie s'est arrêtée de grandir durant près de 10 ans. Et au bout du compte, les handicaps se sont effectivement accumulés et ont pesé sur notre système économique et social. Des milliers de familles se sont retrouvées privées d'emploi, privées de ressources. Et voilà, à mon sens, l'origine d'aggravation de la pauvreté monétaire dans notre pays.

Je reconnais ma peine et je reconnais ma responsabilité dans ce processus, puisque j'étais parmi ceux qui, par discipline envers leur parti, ont participé à tous les renversements de gouvernement perpétrés après 2004. (*Réaction inaudible de M. Oscar Temaru.*) Oui, je le reconnais. Je l'ai déjà reconnu Monsieur Temaru. Je vous ai demandé pardon, vous me l'avez refusé. Mais je vous demande pardon. (*Applaudissements et réactions dans la salle.*) Vous allez être autonomiste bientôt. (*Rires dans la salle.*) À tel point que le produit intérieur brut de notre pays avait alors chuté de 10 points, soit plus de 50 milliards de ressources perdus durant cette période. Il fallait donc réagir, il nous faut encore réagir, réformer et repartir à la conquête du terrain perdu.

La seconde raison de ces réformes est que le monde a évolué et que le monde évolue vite. Face aux diverses menaces provenant du changement climatique, du terrorisme, de la crise économique, de la crise financière américaine, des conflits au Moyen-Orient, le monde s'est retrouvé devant une obligation de changer et de lutter contre ces nouvelles menaces. Nous aussi, en Polynésie, nous sommes liés au destin du monde. Nous sommes connectés et impactés par ces grands courants qui aujourd'hui agitent ce monde. (M. Oscar Temaru : « Vous serez bientôt indépendantiste. »)

Sur la transition énergétique, nous sommes pleinement concernés et impliqués. Face aux crises financières subies par telle ou telle partie du monde, nous cherchons à renforcer notre autonomie économique et énergétique afin de réduire notre dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

Depuis trois ans, nous avons commencé à lancer ce processus de réforme. Nous avons lancé la mise en place de plusieurs schémas directeurs dans les secteurs de la santé, du tourisme, des transports interinsulaires, de l'éducation, de la periculture, de la pêche. Nous avons lancé des schémas directeurs de l'indivision, du tribunal foncier, de la transition énergétique, de l'environnement et du plan

numérique. Les chantiers sont vastes. Vous voyez que cela fait beaucoup, beaucoup de chantiers parce qu'ils sont indispensables.

Bien sûr, parmi les réformes urgentes que nous devons relever, il y a cette fameuse protection sociale généralisée. Nous sommes tous conscients que, sans réforme, c'est la faillite de la caisse de retraite d'ici deux ans. Je ne vais pas ici, naturellement, m'attarder sur les causes et les responsables de cette défaillance. Je me suis investi depuis trois ans à proposer une solution, par le dialogue et la concertation. Mais je regrette tout de même que certains se soient servis de ce dossier d'une manière politicienne pour retarder la réforme et l'utiliser comme tremplin pour être élu. (*Applaudissements dans la salle.*) On restera dans le débat. Je pense que c'est un choix. C'est un choix. Mais, par devoir et par responsabilité, je mènerai la réforme à son terme. Des discussions reprendront rapidement ici, à l'assemblée, et je souhaiterais que nous puissions aboutir à une proposition en septembre prochain.

Parmi d'autres réformes indispensables, nous avons également celles du secteur de l'énergie, de l'environnement avec les obligations de traiter les eaux usées et les déchets. Il y va naturellement de la préservation de notre environnement, mais également de l'avenir de l'activité touristique. Bien sûr que les gens, les touristes n'iront pas se baigner dans des lagons pollués. Nous avons également le code du travail, le schéma d'aménagement de la Polynésie française, les Plans de prévention des risques, le code des mines, etc. Beaucoup de ces chantiers sont déjà en préparation.

Mes chers amis — je vais essayer de rester dans les temps —, notre majorité sera une majorité de travail, une majorité au service de l'intérêt général, une majorité qui mettra en œuvre notre programme de campagne.

Au soir du 6 mai, j'ai appelé, et j'appelle à nouveau, tous les élus de quelque parti qu'ils soient au rassemblement pour que, ensemble, nous puissions relever notre pays et travailler pour le bien commun et l'intérêt général. Cette collaboration n'est pas incompatible avec ceux qui ont une vision institutionnelle souverainiste, comme on le sait, bien différente de la nôtre. Travailler pour le bien-être quotidien de nos concitoyens est un élan qui devrait malgré tout pouvoir nous rapprocher. Attention, ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit. Je ne demande pas à tous les élus de l'assemblée de rejoindre le TAPURA. Non, je n'en veux pas d'ailleurs ! Je ne suis pas en train de soudoyer les élus de l'opposition. Je ne veux pas faire d'hégémonie politique, ce n'est pas mon genre. Je voulais simplement dire qu'aujourd'hui, au moment où nous parlons, la campagne est terminée et qu'il faut baisser nos drapeaux respectifs pour nous consacrer aux problèmes des familles polynésiennes.

Ce que je viens de dire, je l'ai fait durant ces trois dernières années. J'ai notamment beaucoup soutenu les projets des communaux quelles que soient les communes. J'ai soutenu les projets communaux de Faavae, de Uturoa, de Moorea, de Ua-Pou, de Hiva-Oa, de Tahuata, de Taputapuātea alors que celles-ci étaient dans l'opposition. (*Applaudissements sur les bancs du groupe TAPURA HUIRAATIRA.*) Et rassurez-vous, je continuerai à le faire, pour peu — Évidemment ! — que je sois respecté et non vilipendé par ces maires. Sachez que c'est la gouvernance que je vous propose de continuer à prôner. (*Réaction dans la salle.*) Bien sûr ! Pas à votre époque, ce n'était pas normal.

Par ailleurs, dans mes déclarations du 6 mai au soir, j'avais aussi dit que j'étais disposé à mettre des moyens en faveur des deux groupes de l'opposition pour qu'ils puissent exercer leur mandat d'une manière normale. (*Réactions dans la salle.*) Cette proposition avait été acceptée par notre groupe. Cependant, hier, juste à la suite de l'élection du président, Monsieur Tong Sang, de l'assemblée de la Polynésie, je n'ai pu que constater des propos bienveillants... — Non, malveillants ! —, des propos malveillants, déplacés et totalement irrespectueux du Tavini à l'égard de Monsieur Tong Sang. (*Réaction sur les bancs du groupe Tavini Huiiraatira.*) Ça, ça m'a fait mal au cœur, Monsieur Temaru. Bien sûr que vous n'êtes pas préoccupé par ce type de prononcé, nous nous sommes encore sensibles. Propos malveillants, irrespectueux ! C'est une grave défiance à l'égard du président de l'assemblée et donc du groupe majoritaire. C'est aussi, à mon sens, une grave défiance à l'égard de nos institutions démocratiques. Cette défiance oblige notre groupe à rediscuter de ma proposition. (*Applaudissements sur les bancs du groupe TAPURA HUIRAATIRA.*)

Mes chers amis, je suis prêt à continuer à conduire notre pays selon nos valeurs chrétiennes communes de solidarité, d'humilité, de paix et du sens aigu du bien commun. Ça, ça vient de la famille Richmond, cette éducation. Je serai le Polynésien, Président de tous les Polynésiens. Je ne vais pas vous raconter que je suis né à la maternité de la Rue des Poilus Tahitiens (*Rires dans la salle.*) Et effectivement, on n'a jamais retrouvé... Je ne vais pas vous dire que j'ai fait du coprah à Mahina, que j'ai fait du café et que j'ai fait beaucoup de choses à Mahina. Ce n'est pas ce qui intéresse le public. Ça n'intéresse personne. Mais je serai votre Président. Je serai le Président de tous les Polynésiens et surtout de tous les archipels car j'y tiens. (*Applaudissements dans la salle.*) Je voudrais donner une nouvelle image de la politique et de la classe politique. Je voudrais que tous les Polynésiens se sentent bien chez eux, qu'ils aient le sentiment d'avoir une place, une vraie place chez eux, dans notre pays. C'est ce que je veux partager avec tous les décideurs économiques et sociaux de notre pays.

Nous vivons dans un pays de paix. Nous avons de la chance. Nous vivons dans un pays de paix et cette paix est un bien précieux, un bien précieux qu'il faut préserver, un bien précieux qu'il faut faire fructifier comme un capital. Alors, je voudrais que nous soyons fiers de notre identité et de notre culture.

En fin de compte, j'ai envie de vous dire : je voudrais tout simplement que nous soyons fiers d'être Polynésiens et que nous aimons notre pays.

Vive la France ! Vive la Polynésie française ! Et vive l'assemblée ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe TAPURA HUIRAATIRA.*)

Merci beaucoup. Asseyez-vous ! (*A l'adresse des représentants du groupe TAPURA HUIRAATIRA.*) Je vais juste dire quelques mots en tahitien, on me dit que mon temps est pratiquement épuisé. Je vais respecter le temps qui nous est donné.

Quelle joie de vous retrouver, chers amis !

Aux autorités de l'État, représentées par le secrétaire général, aux autorités du pays, à la nouvelle représentation, aux représentants des communes, aux parlementaires, aux représentants des confessions religieuses, au public, aux internautes, Monsieur le président de l'assemblée du pays, je vous adresse mes salutations.

*Si vous me le permettez, Monsieur le président, je souhaiterais, avant de continuer mon discours, de rendre hommage à ceux qui ne sont plus parmi nous. J'aimerais, au nom de tous ceux qui ont travaillé avec eux, saluer les anciens représentants de l'assemblée qui ne sont plus parmi nous ce matin du fait qu'ils n'ont pas été réélus. (*Applaudissements dans la salle.*) Je tiens à les remercier et les féliciter pour le travail qu'ils ont réalisé durant les cinq dernières années.*

Le mois de mai est un mois très important puisque, sur les plans social et religieux, beaucoup d'événements se sont produits, avec notamment la fête du travail et l'armistice de 1946. Parmi les nombreux événements religieux, nous fêtons tous les ans l'Ascension de Jésus. Bientôt, nous célébrerons la Pentecôte c'est-à-dire le moment où il a envoyé son Esprit pour nous éclairer et pour nous permettre de vivre dans la paix au lieu de nous insulter les uns les autres. N'est-ce pas ?

Le mois de mai est également l'occasion pour nous de renouveler l'assemblée du pays. C'est un moment fondamental. Car, comme je vous le disais lors de nos déplacements et rencontres, les débats à l'assemblée concernent la vie de la cité. C'est ici que les décisions se prennent. C'est ici que l'on décide de ce qu'il convient de mettre en place pour que le peuple polynésien puisse continuer à vivre dans la paix et la bienveillance. Ce lieu de débat se trouve ici. Le jour est venu. Nous avons élu le président de l'assemblée. Tout à l'heure, nous élirons le Président qui conduira les affaires du pays. Et je suis heureux que des nouvelles personnes nous aient rejoints au sein de notre assemblée parce que je souhaite élever un peu le niveau de nos débats et la vision que nous devons avoir de la vie

politique dans ce pays qui est le nôtre. Arrêtons de dire des mensonges ! Arrêtons de nous insulter les uns les autres ! Arrêtons d'accuser l'État français, ou le Tahoeraa, ou le TAPURA, ou encore le Tavini Huiraatira ! Car qu'est-ce que cela apporte de plus à la population ? Rien ! Zéro !

Aussi, ai-je souhaité pendant la préparation de cette élection que nous fassions le nécessaire pour changer également notre vision des choses et notre sentiment de convoitise qui est à l'origine des problèmes des différents gouvernements dans notre pays et des nombreux renversements de gouvernements qui ont eu lieu entre 2004 et 2012. Oui, convoiter le pouvoir pour se servir quand bien même nous affirmons que nous ne sommes pas là pour nous servir mais pour servir. Je suis persuadé que ces paroles sont gravées dans le cœur de chacun d'entre nous qui a été élu et qui représente le peuple.

Effectivement, les visions sont différentes. Nous venons d'entendre celle du Tavini, puis celle du Tahoeraa et, enfin, la mienne. Je ne suis pas persuadé que c'est ce qui permettra de mener à bien nos travaux parce que beaucoup de paroles sont à l'origine de tensions entre nous (NDT, exclusif). En tous les cas, et je l'ai précisé tantôt, je ne tiens pas à ce que notre assemblée soit le lieu de discorde. Je vous demande de baisser nos étendards respectifs. La bataille est terminée, le peuple a pris sa décision. Et puisque la voix du peuple est celle de Dieu, respectons-la ! Mettons plutôt le peuple au cœur de nos actions et mettons de côté toutes nos différences. Mettons notre rancune de côté pour pouvoir mettre toutes les chances de notre côté parce que l'union fait la force. C'est le vœu que je formule pour nous qui sommes à l'assemblée.

Je vous souhaite bon courage dans toutes vos responsabilités. Ce ne sera pas chose facile, mais je compte sur le courage des uns et des autres.

Merci. (Applaudissements dans la salle.)

Le président : Les candidats ayant exposé leur programme, nous allons passer aux opérations de vote et rappeler les dispositions législatives et réglementaires en la matière.

Je demande donc au secrétaire général de donner lecture de l'article 44 du règlement intérieur et des articles 70 et 122 du statut.

M^{me} Jeanne Santini : Monsieur le président, l'article 44 du règlement intérieur, précise que « *Le scrutin secret est de droit notamment pour l'élection du Président de la Polynésie française.* »

Alors, pour procéder au scrutin secret, chaque représentant reçoit un bulletin et le dépose dans l'urne qui lui est présentée.

Lorsque tous les représentants présents ont voté, le président et les secrétaires procèdent au dépouillement du scrutin.

Le dépouillement est effectué sur une table située au centre de l'hémicycle.

Le résultat est ensuite proclamé par le président. »

Conformément à l'article 70 alinéa 1 du statut, « *Le président de l'assemblée de la Polynésie française proclame les résultats de l'élection du Président de la Polynésie française et les transmet immédiatement au haut-commissaire.* »

Enfin, l'article 122 alinéa 4 du statut mentionne que « *Le vote par procuration est interdit pour l'élection du Président de la Polynésie française.* »

Voilà, Monsieur le président.

Le président : Je demande donc aux secrétaires du bureau de l'assemblée de prendre place, à nos trois secrétaires Madame Béatrice Lucas, Teura Iriti et Minarii Galenon.

Et les bulletins seront distribués au nom des candidats que nous venons d'entendre.

oOo

Il est procédé à la distribution des bulletins de vote et enveloppes.

Mesdames les première et troisième secrétaires, Béatrice Lucas et Minarii Galenon, prennent place de chaque côté de l'urne.

oOo

Le président : Bien. Tout le monde a ses bulletins ? Le scrutin est ouvert.

Je demande au secrétaire général de faire l'appel des représentants de l'assemblée.

M^{me} Jeanne Santini :

M.	Alpha	Tearii	a voté
M ^{me}	Amaru	Patricia	a voté
M ^{me}	Atger-Hoi	Teumere	a voté
M ^{me}	Aro	Dylma	a voté
M.	Bouissou	Jean-Christophe	a voté
M ^{me}	Bouteau	Nicole	a voté
M.	Brotherson	Moetai	a voté
M ^{me}	Bruant	Virginie	a voté
M.	Buillard	Michel	a voté
M ^{me}	Butcher-Ferry	Yseult	a voté
M ^{me}	Cross	Valentina	a voté
M.	Flohr	Henri	a voté
M ^{me}	Frebault	Angélo	a voté
M.	Frebault	Joëlle	a voté
M.	Fritch	Edouard	a voté
M ^{me}	Galenon	Minarii	a voté
M.	Geros	Antony	a voté
M.	Graffe	Jacque	a voté
M.	Heaux	James	a voté
M ^{me}	Iriti	Teura	a voté
M.	Kautai	Benoit	a voté
M.	Laurey	Nuihau	a voté
M ^{me}	Le Gayic	Vaitea	a voté
M.	Lisan	Marcelin	a voté
M ^{me}	Lucas	Béatrice	a voté
M.	Maraeura	Teina	a voté
M ^{me}	Matchau-Nuupure	Juliette	a voté
M.	Moutame	Thomas	a voté
M.	Natua	Bernard	a voté
M ^{me}	Perry-Friedman	Vaiata	a voté
M ^{me}	Puhetini	Sylvana	a voté
M.	Riveta	Frédéric	a voté
M.	Rohfritsch	Teva	a voté

M ^{me}	Sachet	Isabelle	a voté
M.	Salmon	Geffry	a voté
M ^{me}	Sanquer	Nicole	a voté
M.	Schyle	Philip	a voté
M.	Taae	Putai	a voté
M ^{me}	Tahiata	Fernand	a voté
M.	Tahiata	Romilda	a voté
M ^{me}	Tahuhuterani	Louisa	a voté
M ^{me}	Tarahu-Atuahiva	Teura	a voté
M ^{me}	Teahe	Teapehu	a voté
M ^{me}	Teakarotu	Joséphine	a voté
M.	Tehaamoana	Etienne	a voté
M.	Temaru	Oscar	a voté
M ^{me}	Teriitahi	Tepuaurarii	a voté
M ^{me}	Terooatea	Sylviane	a voté
M ^{me}	Tetopata	Tapeta	a voté
M ^{me}	Tetuanui	Lana	a voté
M ^{me}	Tevahitua	Eliane	a voté
M.	Tokoragi	Félix	a voté
M.	Tong Sang	Gaston	a voté
M.	Toromona	John	a voté
M.	Tuheiaava	Richard	a voté
M.	Tumahai	Ronald	a voté
M ^{me}	Tuuhia	Augustine	a voté

Le président : Le scrutin est clos. Nous procédons au dépouillement.

oOo

Mesdames les première et deuxième secrétaires, Béatrice Lucas et Teura Iriti, procèdent aux opérations de dépouillement. Après avoir décompté et ouvert les enveloppes, elles lisent ostensiblement et à haute voix les bulletins l'un après l'autre.

oOo

Le président : Voici donc les résultats du scrutin :

57 représentants composant l'assemblée de la Polynésie française.
57 représentants présents.
57 représentants votants.
57 bulletins trouvés dans l'urne.
0 bulletin blanc.

Ayant obtenu :

M.	Oscar	Temaru :	8 voix.
M.	Geffry	Salmon :	10 voix.
M.	Edouard	Fritch :	39 voix.

En conséquence, je proclame Monsieur Edouard Fritch élu Président de la Polynésie française !
(*Ovations dans la salle.*) J'invite le Président à prendre place au banc qui lui est réservé.

oOo

Monsieur Edouard Fritch s'installe à la place réservée au Président de la Polynésie française.
(*Applaudissements dans la salle.*)

oOo

Le président : Monsieur le Président, vous avez la parole.

ALLOCUTION PRONONCÉE PAR MONSIEUR EDOUARD FRITCH, NOUVELLEMENT ÉLU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

M. Edouard Fritch : Je voudrais vous dire merci à tous. (*Applaudissements dans la salle.*) Merci à tous les représentants, et bien sûr, je voudrais remercier surtout les 38 représentants, les 37 représentants du TAPURA HUIRAATIRA... (*Réactions sur les bancs du groupe TAPURA HUIRAATIRA.*) Enfin, je ne sais plus... Combien nous sommes ? (*Rires dans la salle.*) Merci à la 39^e voix !

C'est l'étape finale de cette campagne électorale. Mercredi, je vous invite tous à nous retrouver ici à l'assemblée, puisque, avec le président de l'assemblée de Polynésie, nous avons décidé de présenter le gouvernement d'abord aux élus. Je dévoilerai donc mon gouvernement ici mercredi à 10 heures. À ceux qui seraient intéressés, vous êtes naturellement les bienvenus. En tous les cas, je le fais pour l'assemblée de la Polynésie française.

Je voudrais surtout remercier tous nos invités de ce jour. Je voudrais remercier les responsables de nos services, de nos établissements, les responsables de l'État — Amiral — qui nous ont fait l'honneur de participer à cette séance. Je voudrais remercier les autorités religieuses, le président de l'Église protestante mā'ohi qui a participé à cette session. Je voudrais remercier nos invités les maires qui ont pu se libérer pour venir participer à cette séance. Je voudrais remercier le secrétaire général de l'État, le directeur de cabinet du haut-commissaire, ceux qui représentent aujourd'hui le haut-commissaire. Vous lui transmettez toute notre sympathie. Merci beaucoup pour votre présence. Merci aux parlementaires. Je voudrais remercier Maina. Je sais qu'elle a fait l'aller-retour. (*Applaudissements dans la salle.*) Elle a fait l'aller-retour pour venir soutenir son suppléant. Enfin, avant le nouveau suppléant, c'était son suppléant, donc, elle m'a dit : « Je viens soutenir mon suppléant. » Merci Maina d'avoir fait l'aller-retour.

Et puis je voudrais surtout dire merci à ma campagne, Angeline et à la famille. (*Applaudissements dans la salle.*) Je l'ai dit et je l'ai redit plusieurs fois : si nous sommes là, c'est parce que dans nos familles, ils tiennent le coup. Nos compagnons, nos compagnes, nos femmes, nos époux, nos épouses, si elles n'étaient pas là, je crois que l'on serait à la dérive. Et c'est aussi grâce à ces personnes qui nous attendent tous les soirs et qui sont là pour nous donner à manger, pour s'occuper de nos enfants, pour s'occuper de la famille, qu'aujourd'hui nous sommes tous réunis ici. Et je voudrais leur accorder à tous et à toutes une attention particulière et toute ma sympathie *pour leur patience à notre égard*. Merci beaucoup. (*Applaudissements dans la salle.*)

Je ne vais pas être très long pour mes remerciements, parce que vous allez être obligés de me supporter encore la semaine prochaine, puisque jeudi c'est l'ouverture de la session administrative et je vous parlerai donc de la situation du Pays. Mais, en tous les cas, je voudrais, pour finir, remercier le Seigneur pour la beauté de ces choses qui se passent aujourd'hui et pour toutes ses grâces ! (*Applaudissements dans la salle.*) Que Dieu vous bénisse ! Merci.

Le président : Monsieur le Président, je voudrais, au nom de toute la représentation de l'assemblée de la Polynésie française, tous les élus présents, vous adresser nos compliments, nos félicitations et tous nos encouragements. *Bon courage, Monsieur le Président ! Que le Seigneur vous aide et vous guide*

dans cette lourde tâche que vous vous apprêtez à accomplir pour l'ensemble du pays et pour notre population. Merci. (Applaudissements dans la salle.)

III) CONVOCATION DE LA PROCHAINE SÉANCE

Le président : En application des dispositions de l'article 3-1 du règlement intérieur, le 24 mai 2018, soit le premier jeudi qui suit l'élection du Président de la Polynésie française, l'assemblée se réunira pour l'ouverture de la session administrative dont la durée est de 60 jours.

Je voudrais également remercier notre Président du respect qu'il nous témoigne par ce premier geste important qu'il vient de décider, à savoir, la présentation de son gouvernement devant notre assemblée le mercredi à 10 heures. Merci beaucoup, Président. *(Applaudissements.)*

IV) CLÔTURE DE LA SÉANCE

Le président : Mesdames et Messieurs les représentants, nous avons épuisé l'ordre du jour. Je vous remercie d'être venus. *Merci.* À mercredi. *Je vous adresse mes salutations dans la grâce de notre Seigneur.*

La séance est close.

oOo

Il est 12 heures 10 minutes.

oOo

LA SECRÉTAIRE,

LE PRÉSIDENT,

Béatrice Lucas

Gaston Tong Sang